

Développement rural et idéologie paysanne : " ce qui se passe au village... "

Pierre Beaucage, Mariette Gobeil, Maria Elisa Montejo and Françoise Vityé

Volume 6, Number 1, 1982

Idéologies et politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006066ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006066ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

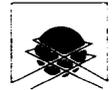
[Explore this journal](#)

Cite this article

Beaucage, P., Gobeil, M., Montejo, M. E. & Vityé, F. (1982). Développement rural et idéologie paysanne : " ce qui se passe au village... ". *Anthropologie et Sociétés*, 6(1), 131–173. <https://doi.org/10.7202/006066ar>

DÉVELOPPEMENT RURAL ET IDÉOLOGIE PAYSANNE

« ce qui se passe au village... »*



Pierre Beaucage, Mariette Gobeil
Maria Elisa Montejo, Françoise Vityé
Département d'anthropologie
Université de Montréal

☐ Quelle voie de développement ?

Avant, il n'y avait ici que des *milpas*, cultivées par des métayers de San Miguel. Mais les propriétaires, des millionnaires de Cuetzalan, ont préféré chasser les gens et mettre des vaches à la place. C'est pour cela que le maïs est si cher aujourd'hui.

Une paysanne nahua, de San Miguel Tzinacapan

Avant, au moment de la récolte, on arrivait au bout du champ avant d'avoir rempli notre sac. Aujourd'hui, notre lopin nous permet de manger presque toute l'année.

Un paysan *éjidatario*¹ nahua d'Atzalan

* Les données qui fondent cet article ont été recueillies dans la Sierra Norte de Puebla (Mexique) au cours de plusieurs stages de recherche : de 1969 à 1971, et de nouveau en 1980-81. Ces recherches ont été financées par le Conseil de Recherches en Sciences humaines du Canada, le Ministère de l'Éducation (Programme FCAC) et des Affaires intergouvernementales du Québec et le Comité d'attribution des fonds internes de recherches de l'Université de Montréal (CAFIR). Parmi les multiples personnes qui nous ont aidées dans ce travail, nous remercions plus particulièrement Louise Paré, de l'Institut de Investigaciones sociales de l'UNAM, Carlos et Anita Sanchez, jeunes agronomes qui sont profondément impliqués dans le mouvement des coopératives. Sans oublier tous nos amis nahuas et tononaques des villages, Romulo, Genaro, Alberto, Juan Bautista... qui ont si patiemment répondu à nos questions et qui, au début des années 80, tentent de se donner une organisation qui leur permette de prendre en main leur avenir. Nos recherches s'inscrivent dans le cadre d'une recherche collective sur « l'État, les idéologies et les transformations du travail », entreprise par le Groupe d'Études sur le Travail du Centre de Recherches sur le Développement de l'Université McGill. Les échanges de vues avec les collègues du Groupe nous furent particulièrement utiles pour l'analyse de nos données.

¹ L'*éjido* est une « concession » de terres, faite par l'État, à une communauté paysanne. Bien que certains *éjidotes* soient collectifs, dans la plupart des cas, chaque famille reçoit une parcelle de quelques hectares, en principe inaliénable et indivisible. Sur le système agraire mexicain, voir Gutelman 1971.

Dans un ouvrage récent, Dumont et Mottin (1981) procèdent à une évaluation critique de divers programmes de développement rural en Amérique latine, plus particulièrement au Mexique. Ils y démontrent clairement, comment, au niveau de leurs *objectifs réels*, ces programmes sont très éloignés des besoins des masses urbaines et rurales (on privilégie les cultures de rapport au détriment des vivres, dont la production stagne ou décline, etc.); quant aux *moyens* employés, le dirigisme bureaucratique est la règle : nul ne prend la peine de consulter le paysan indigène, au sujet duquel les « agents de développement » partagent souvent le même mépris que les grands propriétaires. Le résultat : les échecs se succèdent malgré ce qu'affirme la rhétorique officielle et les ressources en principe destinées à la paysannerie se retrouvent dans les poches des élites locales, qu'intéresse beaucoup plus l'élevage extensif (générateur de profits élevés) que l'agriculture, qui donne des vivres et du travail. On ne saurait se contenter, cependant, de démystifier l'idéologie officielle du développement et l'énorme machine bureaucratique qui la sous-tend. Les régions rurales du Mexique ne sont pas des paradis bucoliques qui ne demandent qu'à être laissés en paix : la misère chasse chaque année de leurs villages des centaines de milliers de paysans pour lesquels commence une errance interminable ayant pour pôles les bidonvilles métropolitains et les centres d'agriculture capitaliste où ils décrocheront peut-être un emploi de quelques semaines (Paré 1977). La plupart tenteront de s'installer en « ville » mais les conditions qui y règnent en ramèneront plusieurs au village, où ils essaieront de « moyenniser pour vivre », en mettant à profit des éléments d'expérience acquis à l'extérieur.

La crise économique mondiale, qui réduit à l'extrême l'absorption de main-d'œuvre dans le secteur industriel, semble renforcer ce mouvement de retour. La paysannerie, qui (comme l'indianité) semblait vouée à une extinction rapide sous le coup de boutoir de l'expansion capitaliste, subit durement la crise mais se maintient tant bien que mal. On assiste à un accroissement de la proportion des producteurs autonomes par rapport aux ouvriers agricoles (Canabal 1981a: 14) (sur la controverse entourant ce phénomène, voir L. Paré 1977; A. Bartra 1979; E. Feder 1977). Mais le paysan qui, de guerre lasse, revient au village retrouve les mêmes problèmes qui l'avaient contraint à partir, aggravés encore : le manque chronique de terres, les sols usés, la technologie et les crédits inaccessibles, sans oublier le grand propriétaire et le commerçant qui prélèvent la part du lion sur chaque sac de maïs ou de café. Pour rester — ou redevenir — producteur, le paysan doit changer au moins en partie la condition paysanne. En premier lieu, *l'accès à la terre* : d'où l'intensification des luttes agraires depuis une décennie, (cf. A. Bartra 1980). En second lieu, *l'accroissement de la productivité* du sol et du travail sans lequel la parcelle paysanne ne permet pas de nourrir une famille : d'où les revendications croissantes pour des crédits, des débouchés, une technologie appropriée et des moyens de production et de subsistance à bon marché (Canabal 1981b: 55). Pour le paysan, le développement signifie avant tout la capacité de se reproduire de façon autonome, ce que la situation actuelle ne lui permet plus. Enfin, *la mise sur pied* (ou la reprise en mains)

d'*organisations autonomes* au niveau local, régional et national, comme instruments indispensables de pression pour obtenir le reste : tendance qui se dégage également pendant la même période (A. Bartra 1980: 57 sq.; Robles 1981).

Ce processus n'a rien de linéaire. La paysannerie mexicaine actuelle se présente comme différenciée en classes dont les intérêts ne sont que partiellement convergents. La revendication agraire intéresse au premier chef les paysans sans terre et pauvres, c'est-à-dire environ 70% des 8 millions d'actifs agricoles du Mexique (Martinez Rios 1972: 8, 17, 25). Bien que numériquement majoritaires, ils sont moins organisés que la paysannerie moyenne et aisée qui contrôle 40% des terres cultivées et qui s'intéresse davantage à l'élévation des prix agricoles à crédit et à l'assistance technique. (Ces différences de classes se traduisent par des positions fort différentes en ce qui a trait aux questions d'organisation, au rôle de l'État, à la définition des problèmes qui affectent la paysannerie, etc., comme nous le verrons plus loin).

Mais les paysans riches eux-mêmes ne pèsent pas lourd devant les intérêts des propriétaires terriens, particulièrement de la couche supérieure qui, sur 0,07% des exploitations, regroupe 20% de toutes les terres, concentrant sur chacune 260 fois plus de capital que le petit paysan (Reyes Osorio et al. 1974: 1059).

Profitant des nombreuses lacunes de la loi de Réforme agraire² et bénéficiant de l'essentiel des investissements publics et des terres irriguées, cette classe a toujours privilégié sur ces dernières les cultures commerciales telles le coton et le blé d'abord, puis les fourrages, au détriment des cultures vivrières qu'on a laissées au petit paysan (Hewitt 1978: 107 sq.). Sur les terres non-irriguées (*de temporal*) c'est l'élevage extensif destiné au marché urbain et à l'exportation qui remplace l'agriculture (Rutsch 1980: 31 sq.)³. Cette expansion des pâturages, à travers tout le pays, se fait principalement au détriment des zones boisées. Dans les régions densément peuplées du Mexique central, cependant, ce sont les champs de céréales, voire les plantations, qui cèdent la place au pâturage extensif, avec la chute correspondante dans l'emploi et la production vivrière (Montanez et Aburto 1979: 51).

Cette classe, assurée d'un énorme réservoir de main-d'œuvre bon marché vise à la fois à accroître la surface de terres sous son contrôle, et à canaliser

² Particulièrement les modifications introduites par le président M. Aleman à l'Article 27 de la Constitution permettant l'inaffectabilité de nombreux grands domaines, redéfinis comme « petites propriétés » (Gutelman 1971: 99 sq.).

³ Le troupeau de bovins, estimé en 1979 à 30,8 millions de têtes occupait 120 millions d'hectares soit près de 4 par tête (Rutsch 1980: 32). En comparaison, la surface moyenne des parcelles d'*ejido* est de 4,3 ha par famille (Canabal 1981a: 10). Le nombre de paysans sans terre se chiffrait en 1970 à 2,5 millions (Bartra 1979: 41) et dépasserait présentement les 6 millions (Canabal 1981a: 13).

vers ses entreprises davantage d'investissements et de crédits publics. Elle lorgne plus particulièrement du côté des 60 millions d'hectares d'*ejidos*, répartis entre plus de 2 millions de petits paysans. Sa principale justification : le paysan indien ou métis est un être inculte qui ne pense qu'à s'approprier la terre, au besoin par la violence, mais ensuite la cultive mal ou pas⁴ : en conséquence, seul le capitaliste agricole peut satisfaire les besoins alimentaires du pays et doit recevoir toute l'attention des pouvoirs publics, au-delà de toute « démagogie ».

L'État mexicain, par sa politique agricole, vise à la fois à résoudre le problème de la production d'aliments bon marché, condition sine qua non d'un véritable développement économique, et d'empêcher l'éclatement des contradictions aiguës qui agitent la campagne. À l'époque de Cardenas (1934-40) la redistribution de 20 millions d'hectares de terres, provenant des grands domaines agricoles, permit d'atteindre ces deux objectifs. Après une période de déclin on assiste de 1959 à 1969 à une relance des distributions (27 millions d'hectares) provenant surtout, cette fois, des terres publiques. Ces dernières sont souvent mal situées et peu fertiles, ce qui explique que le « second souffle » de la Réforme agraire n'eut pas l'impact positif du premier. La production agricole, qui s'accroissait à un taux annuel de 5% entre 1950 et 1965, tombe à 1,2% entre 1965 et 1970, et à 0,94% entre 1970 et 1975. Ce qui, compte tenu de l'accroissement élevé de la population (3,5% par an) donne une baisse nette de la production per capita de 2,6% par an, de 1965 à 1974 (Montañez et Aburto 1979: 49).

Après une longue période de tâtonnements et d'expériences isolées (comme le Plan Zacapoaxtla), l'État mexicain entreprend de réviser sa politique agricole. Les deux grands moments de cette révision sont le Système Alimentaire Mexicain (S.A.M.) et la nouvelle loi de développement de l'agriculture et de l'élevage, qui datent tous deux de 1980. Déjà, le gouvernement avait annoncé sa nouvelle philosophie en déclarant « close la phase redistributive de la Réforme agraire » : ce qui signifiait que les grands propriétaires n'avaient plus à craindre les réclamations de millions de paysans sans terre⁵. On insisterait désormais sur la production et la modernisation.

Le système alimentaire mexicain vise à atteindre (ou plutôt à retrouver) l'auto-suffisance alimentaire que le pays a perdu il y a une dizaine d'années. Pour ce, on vise essentiellement à *transformer l'agriculture paysanne*. Cette dernière, qui produit plus de 45% de la production agricole (Reyes Osorio et al. 1974: 1030) utilise encore assez peu les intrants industriels (machines, engrais) et produit encore largement pour l'autoconsommation. Il s'agira de

⁴ Voir à ce sujet le « plaidoyer » de Sanchez Navarro (1973).

⁵ Les démarches légales pour l'obtention de la terre prennent parfois des dizaines d'années. Ainsi, en 1980, il y avait encore 73,000 dossiers en souffrance. (Voir, pour des exemples le journal *Voces del Campo*, organe de la *Coordinacion Nacional Plan de Ayala*, regroupement indépendant de paysans.

lui donner accès à une technologie plus avancée, de façon à accroître la *proportion de la récolte mise en marché*. En outre, on espère ainsi *réduire les coûts unitaires* des produits agricoles, de façon à freiner l'inflation. Dans un premier temps, le problème de la tenure foncière n'est pas abordé : la solution se veut essentiellement technique et « a-politique ».

La « Nouvelle loi... » s'attaque indirectement au problème foncier. En fait, on peut considérer qu'il s'agit d'une Réforme agraire à rebours, puisqu'elle lève les obstacles à une nouvelle concentration des terres et de la production agricole, laissant les grands propriétaires consacrer d'énormes superficies à l'élevage ou aux cultures d'exportation, c'est le petit paysan qu'elle entend contraindre à commercialiser davantage... ou à céder sa place. D'abord, son activité sera désormais encadrée par des structures administratives spéciales (*Distritos de temporal*). Dans ce nouveau cadre, le petit propriétaire et l'*ejidatario* sont encouragés « à s'associer » avec l'entrepreneur agricole : lui fournit le capital, eux le travail et la terre. Cette association sera une condition importante pour l'obtention de crédit, le petit paysan étant insolvable. En outre, on envisage une nouvelle interprétation de la « Loi des terres en friche ». Cette dernière, qui permettait aux paysans de réclamer les terres incultes des grands domaines pourra désormais être utilisée contre eux : une terre n'ayant pas une productivité « suffisante » (déterminée par les autorités du *Distrito*), pourra être confisquée et cédée à un entrepreneur chargé de la mettre en valeur...

Alors que la centrale paysanne officielle, la CNC, emboîtait le pas à la politique productiviste du président, diverses organisations en ont dénoncé les aspects les plus négatifs : ainsi le *Consejo Nacional de Pueblos Indígenas* pour les Indiens et la *Coordinacion Nacional Plan de Ayala*, du côté des paysans (cf. Alai, T. 5 (no 11-12): 123-126, 131, 137-139).

Comme l'État se propose de généraliser à la grandeur du pays un type d'interventions qu'il a d'abord expérimenté à petite échelle dans quelques régions, il est particulièrement intéressant d'étudier la réaction paysanne à ces interventions⁷. Nous avons choisi la Sierra Norte de Puebla, région que nous connaissons pour y avoir effectué des recherches au début des années 70⁸.

⁷ On trouvera l'analyse critique d'une des premières interventions systématiques en milieu paysan dans Paré (1975). Dumont et Mottin (1981) font le survol de plusieurs de ces programmes. Edelman (1980) a étudié plus spécifiquement la mise en œuvre d'un projet de culture de la pomme de terre dans la Sierra Norte de Puebla. Les meilleurs ouvrages généraux demeurent Reyes Osorio et al. (1974) et Hewit (1978).

⁸ Pour une présentation générale de la région, voir Beaucage 1973 a et b et Paré 1973.

▣ La situation de la Sierra en 1970

◆ La force de travail

Dans une économie agraire traditionnelle comme celle de la Sierra Norte de Puebla, la force de travail constitue, avec la terre, l'un des facteurs-clefs de la production. Il est important de noter que des facteurs écologiques et topographiques ont fait que l'importance du facteur travail, loin de diminuer avec l'introduction de l'agriculture commerciale, s'en est trouvé accrue vu le caractère intensif de cette dernière (plantations de café et d'arbres fruitiers). La force de travail constitue encore aujourd'hui à peu près l'unique source d'énergie utilisée dans l'agriculture de basse montagne et elle n'est que faiblement secondée par l'énergie animale en haute montagne (labours et renchaussage). La substitution de l'énergie animale et mécanique s'est jusqu'à présent cantonnée au domaine de la transformation des produits agricoles (décortiquage du café, mouture du maïs) et du transport régional (camions et autobus sur les pistes et routes, mulets et ânes dans l'arrière-pays et pour le transport local).

La population de la Sierra était en 1970 de plus de 600,000 personnes, dont 37,4% d'Indiens nahuas et totonaques (INI 1978: 394). Cette population vit fondamentalement de l'agriculture, puisque même les gros bourgs (Zacapoaxtla, Tlalauqui, etc.) ne sont en fait que des centres de « services » dont la fonction est de collecter les produits agricoles régionaux, et de redistribuer les denrées en provenance d'autres régions. La densité y est particulièrement élevée, avec 125 personnes par km² soit près du double de la moyenne de l'État (Edelman 1980: 36). La densité *réelle* est beaucoup plus élevée si on ne tient compte que de la terre qui peut être effectivement mise en culture dans cette région extrêmement accidentée (à peine 27% du total, dans le district de Zacapoaxtla). En fait, pour chaque hectare de terre cultivée, on trouve entre 4 et 6 habitants en haute montagne, entre 3,5 et 9,5 en basse montagne. Une utilisation intensive du sol, d'une part, l'émigration saisonnière d'une partie de la main-d'œuvre, d'autre part, témoignent de l'extrême pression sur la terre, encore aggravée par sa distribution inégale. Environ 60% de la population peut être considérée comme population active, soit les hommes et femmes âgés de 15 à 65 ans.

Cette force de travail, dans les conditions de l'économie paysanne qui prévaut dans la région, ne peut être considérée comme « libre » au sens marxiste du terme. Elle se présente comme divisée en plusieurs dizaines de milliers de petites unités, ou « groupes domestiques », qui disposent d'une certaine quantité de ressources (force de travail, terre, bâtiments, équipement) et mettent généralement en commun leurs revenus. Nous ne disposons pas à l'heure actuelle de données fiables pour l'ensemble de la région, mais les recherches effectuées entre 1969 et 1971 dans cinq communautés nous permettent de nous faire une idée assez précise de la situation. (Pour une description plus détaillée voir Durand 1975, Labrecque 1974, Nadal 1977).

Des cinq communautés, deux sont nahuas (Zacapexpan et Atzalan), trois totonaques (Ecatlan, Nanacatlan et San Juan), les deux premières sont situées en haute montagne, les trois autres dans la région caféicole. Enfin elles étaient situées à des distances fort variées du réseau routier régional : alors que Zacapexpan est dans le voisinage immédiat du chef-lieu régional (Zacapoaxtla), les autres étaient séparées de la route la plus proche par des heures de marches sur des sentiers de montagne.

À première vue, le groupe domestique semble assez homogène, comprenant en moyenne entre 4,3 et 5 membres selon les communautés (voir tableau 1). Toutefois, un examen plus attentif découvre des variations significatives. Le village de Zacapexpan présente la dispersion la plus élevée par rapport à la moyenne (3,04) ce qui correspond à une diversité beaucoup plus grande des types de maisonnées : près de 30% des familles y ont un « chef féminin » selon la terminologie classique (c'est-à-dire qu'elles ne comptent pas d'homme adulte) tandis que ce pourcentage varie entre 11 et 23% dans les autres villages. On y trouve également un taux de dépendance particulièrement élevé, avec 44% des maisonnées possédant plus de 5 dépendants par homme actif. Pour comprendre ces particularités de Zacapexpan, il faut nous rapporter à l'impact du travail salarié : la reproduction du groupe domestique paysan par l'agriculture vu la division traditionnelle du travail exige la présence d'au moins un homme et une femme adulte dans chaque unité, puisqu'au premier incombent les gros travaux des champs et, à la seconde, l'essentiel des tâches ménagères, particulièrement le ramassage du bois de feu, la mouture du grain et la préparation des galettes de maïs. Cette structure domestique « nucléaire » se retrouve encore, presque intacte dans les quatre autres communautés. Nous posons comme hypothèse que c'est parce que la reproduction du groupe domestique dépend de moins en moins de l'agriculture autonome que les structures domestiques se sont modifiées à Zacapexpan. Plus spécifiquement, la possibilité pour les femmes de trouver un emploi dans le commerce ou le travail domestique dans la ville voisine leur permet en cas d'abandon ou de veuvage, une indépendance économique. C'est aussi à Zacapexpan qu'on trouve le plus d'« hommes seuls », soit 12% des ménages.

À l'opposé, la famille patriarcale (incorporant des enfants mariés) continue d'occuper une place importante dans les communautés où la paysannerie tire l'essentiel de sa subsistance de la petite agriculture; elle est en général associée à la paysannerie moyenne ou aisée et constitue un mécanisme de contrôle par le chef de l'unité d'une force de travail adulte non rémunérée (que retient la perspective d'héritage). Elle disparaît avec la généralisation du travail salarié.

L'unité domestique paysanne forme donc une réalité extrêmement flexible qui subit l'impact des transformations qui affectent les structures économiques. Mais un des traits les plus importants qu'on puisse remarquer ici c'est que, malgré que la majorité des groupes domestiques reçoivent quelque

TABLEAU 1

Le groupe domestique force de travail agricole dans cinq communautés domestiques (1969-70)

	Zacapexpan	Atzalan	Nanacatlan	Ecatlan	San Juan
Nombre de membres* par maisonsées	4.6 3.0	4.4 2.4	4.5 1.9	4.3 2.1	5.0 2.3
Sexe du « chef » de famille**	% M 70.7 % F 29.2	88.7 11.3	87.6 12.4	77.3 22.7	78.7 21.3
Type de maisonnée***	% Patriarcal 4.4 % Nucléaire 49.4 % Matrifocal 8.7 % Hommes seuls 11.9	14.8 63.9 6.6 3.3	7.0 68.5 8.8 1.3	4.6 60.2 10.2 2.3	12.1 53.4 7.0 -
Nombre de dépendants par membre actif	% ayant - de 1 entre 1 et 2.9 3 et +	41.4 44.3 49.2 6.6	49.4 48.1 2.5	51.2 51.8 2.3	52.9 44.0 3.2
Nombre de travailleurs masculins par maisonnée	% ayant 0 1 2 et +	35.3 43.7 21.0	7.4 58.6 33.9	14.9 66.0 19.2	6.6 57.5 36.0
Nombre de travailleurs féminins par maisonnée	% ayant 0 1 2 et +	28.7 41.9 33.4	8.6 64.8 26.5	7.1 63.1 29.8	5.5 58.1 36.5

* \bar{X} : moyenne; E : écart type.

** On dit qu'une maisonnée a un « chef masculin » lorsqu'il y a un homme adulte résident; « féminin » s'il n'y en a pas.

*** La famille « patriarcale » comprend un couple plus âgé et des enfants mariés résidents; la famille « nucléaire » un couple avec enfants non-mariés; la famille « matrifocale » une femme et ses enfants.

revenu du travail salarié (pouvant aller jusqu'à 40% du revenu pour un échantillon de 147 familles près de Zacapoaxtla — Edelman: 36) l'unité de production continue en 1970 de se reproduire essentiellement comme une *unité paysanne autonome*, sauf dans une communauté en voie de s'incorporer physiquement au chef-lieu régional. Nous reviendrons plus loin sur les facteurs qui nous semblent conditionner ce rythme particulièrement lent de décomposition de la paysannerie.

◆ La terre

Les données recueillies dans les cinq villages mettent en relief la pression humaine sur la terre : la dimension *moyenne* de l'exploitation paysanne varie entre 0,88 ha (en basse-montagne) et 2,5 ha (en haute-montagne). La *répartition* de la propriété foncière est en outre fort inégale (comme l'illustre le tableau 2) et détermine le fractionnement de la paysannerie en classes bien distinctes.

Il apparaît en premier lieu que l'immense majorité des paysans (80-90%) doivent maintenant compléter leurs revenus hors de l'exploitation, tandis qu'à l'opposé, un petit nombre de producteurs disposent désormais de beaucoup plus de terres qu'ils ne peuvent en cultiver avec la seule main-d'œuvre familiale. Nous les avons divisés en deux catégories : les « *paysans aisés* » possédant entre 5 et 20 ha de terres, qui continuent généralement de travailler aux champs, et les « *propriétaires terriens* » disposant de 20 ha ou plus, qui « vivent de leurs rentes ». Ces derniers comptent entre 0.5 et 1.2% des exploitations et contrôlent entre 14 et 17% des terres villageoises; les paysans aisés, pour leur part, représentent entre 1 et 7% des exploitants, et possèdent entre 9 et 45% des terres, soit globalement (4 cas sur 5) plus que les gros propriétaires.

On trouve une minorité de paysans qui ont suffisamment de terres pour satisfaire leurs besoins de base, mais pas assez pour embaucher des salariés de façon régulière. Ce sont les *paysans moyens*, aujourd'hui minoritaires dans tous les villages (entre 6 et 12% des maisonnés) mais qui possèdent encore une part importante des terres (entre 15 et 30%), soit autant ou plus que les propriétaires terriens.

La situation des paysans qui ne disposent pas de terres suffisantes est également variée. Un certain nombre (de 12 à 52%) sont totalement dépourvus de terres, et constituent un véritable *prolétariat rural*, qui dépend essentiellement du travail salarié local ou migratoire pour sa subsistance. Un bon nombre disposent cependant d'une parcelle de terre (de moins de 0,5 ha et généralement adjacente à la maison) sur laquelle ils plantent un peu de maïs, de café ou des arbres fruitiers : ce groupe, que nous appellerons *semi-prolétaire* comprend entre 2.5 et 30% des familles paysannes et doit avoir recours au métayage et au travail salarié saisonnier pour compléter ses revenus (tableau 2). D'autres, que nous appellerons *paysans pauvres*, disposent de parcelles

TABLEAU 2

Distribution de la terre dans cinq communautés de la Sierra Norte de Puebla (1970)

	sans terre		semi prolétaires		paysans pauvres		paysans moyens		paysans aisés		propriétaires		total de		total terres X terre / prod.		
	(.1 à .5 ha)		(5 à 1.9 ha)		(2 à 4.9 ha)		(5 à 19 ha)		(20 ha et +)		terriens		producteurs		(ha)		
Zacapexcan	- % producteurs	12%	29.0	38.7	12.1	6.7	1.2	165	410.5	2.51	- surf. terre (ha)	12	66	66	- % terre	2.9	16
Atzalan	- % producteurs	17%	25.7	40.7	10.8	6	-	55	101.8	1.85	- surf. terre (ha)	5.8	33	46	- % terres	5	32.4
Nanacatlan	- % producteurs	52%	2.5	36	9.0	1.3	.6	162	144	.88	- surf. terre (ha)	7.5	61.5	25	- % terre	1	42.7
Ecattlan	- % producteurs	32%	26.8	31.4	6.5	2.2	.73	139	148	1.06	- surf. terre (ha)	11.2	48.9	25	- % terre	7.6	32.9
San Juan	- % producteurs	33%	10	41.5	9.4	5.6	.5	336	429	1.25	- surf. terre (ha)	10.7	77.8	60	- % terre	1.8	18.9

SOURCE : Nos enquêtes de 1969-71. Nos catégories différent de celles employées par Durand (1975).

pouvant totaliser jusqu'à 2 ha; d'où ils tirent une part importante de leur subsistance. Dans les conditions éco-techniques qui prévalaient en 1970, ils étaient incapables d'en tirer de quoi vivre de façon autonome et devaient compléter leur revenu en prenant de la terre à bail et en travaillant pour d'autres (surtout pendant les récoltes de fruits et de café).

De façon générale, nos données de 1970 sur la distribution des terres illustrent un processus de décomposition de la paysannerie, similaire (mais non identique) à celui observé par Lénine en Russie, au tournant du siècle (Lénine 1899). Dans la Sierra, ce processus, amorcé pourtant depuis plus d'un siècle (avec les Lois de la Réforme et l'introduction du café – Beucage 1973a et 1981) n'est pas encore achevé, et semble être particulièrement lent. Pour en saisir les mécanismes et la dynamique, il nous faut examiner la tenure foncière et la production dans les communautés (voir tableau 3).

Si nous examinons de façon détaillée les structures de la production agricole à Zacapexpan, nous découvrons que sur 410.5 ha de notre échantillon, 66 ha (10%) appartiennent à deux producteurs. Ces derniers, seuls à mériter le nom de « propriétaires fonciers », consacrent une infime partie de leurs terres à l'agriculture : chacun un hectare de maïs (pour la consommation domestique) et 150 arbres fruitiers (environ 2 ha) qui produisent une tonne de fruits par an. Ils se définissent fièrement comme *ganaderos* (éleveurs) et leurs propriétés abritent un petit troupeau de 36 bêtes à cornes qui constitue leur principale source d'orgueil et de revenus. L'élevage, dans les conditions de la Sierra (pâturages toujours verts) était déjà en 1970 de toutes les activités, celle qui dégagait le plus fort produit net : \$3,000 pesos par hectare, (\$00 pour le métayage) presque sans risque (contrairement aux fruits),... et sans frais de main-d'œuvre : ils n'emploient que 2 ouvriers permanents et des journaliers occasionnels pour le maïs et les fruits.

Les 8 *paysans aisés* se partagent 56 ha, soit une moyenne de 7 ha. La quart est planté en maïs (13 ha); leurs plantations totalisent plus de 3,200 arbres fruitiers et ils possèdent 40 bêtes à cornes, 5 bêtes de somme et 20 porcs. Ils cèdent également quelques hectares de terre en métayage. Le modèle d'exploitation, on le voit, est radicalement différent du propriétaire terrien. Ayant moins de capital et de terres, et voulant employer leur force de travail familiale, ils se consacrent à l'agriculture et à l'élevage intensifs pour le marché (fruits, bétail laitier, porcs) et à la culture céréalière pour leur subsistance. La main-d'œuvre familiale suffit généralement aux travaux courants sauf les semailles et les récoltes (maïs et fruits). Ces 8 exploitations ont produit les 2/3 de tout le maïs produit par les 40 maisonnées de l'échantillon (production qui est demeurée en fait, en deçà de leurs besoins).

La *paysannerie moyenne*, qui dispose de 20% des terres (28 ha), se consacrait essentiellement à l'agriculture vivrière (9 ha de maïs et haricots par maisonnée) et secondairement aux fruits. Elle devait aggrandir son exploitation en prenant de la terre à bail; soit plus du quart du total. La culture des fruits

TABLEAU 3

Production et classes sociales 1969-70/1980 (étude longitudinale)

		MAIS												
		Terre en exploit.		Terre en propre		Terre prise à bail		Terre donnée à bail		Surface cultivée		Production		
		T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(t)	\bar{X} (ha)	\bar{X} (ha)
Zacapexcan	S(n= 5* 2**)	1	.2	.8	.16	.2	.04	-	-	.3	.06	.035	-	.12
		1.2	.6	1.2	.6	-	-	-	-	1.25	.6	.66	.33	.60
	P(n= 16 11)	20.0	1.2	13.1	.8	6.8	.4	-	-	7.6	.5	.47	.03	.07
		15.1	1.4	14.1	1.3	.9	.08	-	-	4.9	.7	1.4	.2	.29
	M(n= 9 6)	28.0	1.2	21.1	2.3	6.8	.8	-	-	7.7	.9	.7	.08	.09
		15.1	1.4	27	4.5	.8	.1	-	-	5.1	.85	3.9	.6	.76
A(n= 8 6)	56.3	7.0	55.0	6.9	1.3	.1	-	-	13.1	1.6	3.0	.4	.23	
	50.0	8.3	50.0	8.3	-	-	-	-	7.7	1.3	1.9	.3	.24	
PF(n= 2)	66	37	66	33	-	-	-	-	2	1	1.1	.5	.5	
	67.3	33.6	67.3	33.6	-	-	-	-	1.5	.75	.5	.25	.3	
Atzacan	S(n= 7 7)	2	.3	1.7	.25	.25	-	-	1.75	.25	.4	.06	.24	
		7	1.	7	1.	-	-	-	2.75	.4	1.	.14	.37	
	P(n= 3 3)	3	1.	3	1.	-	-	-	1.7	.6	.5	.16	.28	
		5.75	1.9	5.75	1.9	.25	-	-	3.25	1.9	1.	.33	.31	
	M(n= 2 2)	4.2	2.1	4.2	2.1	-	-	-	2.5	1.2	.34	.17	.14	
		6.5	3.2	6.5	3.2	-	-	-	3.25	1.6	2.	1.	.63	
A(n= 2 2)	12.6	6.3	12.6	6.3	-	-	-	3.5	1.7	2.1	1.0	.6		
	6.75	3.4	6.75	3.4	-	-	-	2.7	1.4	1.1	.5	.41		
Ecatlan	S(n= 6 6)	2.	.3	1.	.16	1.	.16	-	-	1.9	.3	.8	.13	.44
		5.5	.9	3.1	.5	2.4	.4	-	-	2.7	.4	1.4	.2	.5
	P(n= 10 10)	8.5	.8	6	.6	1.8	.2	-	-	2.5	.25	.8	.10	.31
		21.6	2.2	15	1.5	4.1	.4	4.9	.5	4.9	.5	2.1	.21	.42
	M(n= 10 8)	25	2.5	22	2	1.5	.15	.7	.17	7	.7	1.9	.19	.27
		34.5	4.3	30	3.7	1.	.06	4.1	.5	5.7	.7	1.2	.15	.21
A(n= 4 4)	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	10.	2.5	4	1.	n.d.	n.d.	n.d.	
	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	11.5	2.9	5.3	1.2	1.4	.35	.35	

SOURCE : Nos enquêtes de 1969-70 et de 1980.

- S semi-prolétaires : possédant moins de 1/2 hectare (en 1970)
- P paysan pauvre : possédant entre 1/2 et 2 hectares (en 1970)
- M paysan moyen : possédant entre 2 et 5 hectares (en 1970)
- A paysan aisé : possédant entre 5 et 20 hectares (en 1970)
- PF propriétaire foncier possédant plus de 20 hectares (en 1970)

* La première ligne représente les données de 1969-70;

** la deuxième ligne celles de 1980.

TABLEAU 3 (suite)

Production et classes sociales 1969-70/1980 (étude longitudinale)

		CAFÉ												
		Terre en exploit.		Terre en propre		Terre prise à bail		Terre donnée à bail		Surface cultivée		Production		
		T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(t)	\bar{X} (ha)	\bar{X} (ha)
Zacapecoan	S(n=5) 2	1	.2	.8	.16	.2	.04	-	-	-	-	-	-	-
		1.2	.6	1.2	.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	P(n=16) 11	20.0	1.2	13.1	.8	6.8	.4	-	-	-	-	-	-	-
		15.1	1.4	14.1	1.3	.9	.08	-	-	-	-	-	-	-
	M(n=9) 6	28.0	1.2	21.1	2.3	6.8	.8	-	-	-	-	-	-	-
		15.1	1.4	27	4.5	.8	.1	-	-	-	-	-	-	-
	A(n=8) 6	56.3	7.0	55.0	6.9	1.3	.1	-	-	-	-	-	-	-
		50.0	8.3	50.0	8.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	PF(n=2)	66	37	66	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		67.3	33.6	67.3	33.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atzalan	S(n=7) 7	2	.3	1.7	.25	.25	-	-	-	-	-	-	-	
		7	1.	7	1.	-	-	-	-	-	-	-	-	
	P(n=3) 3	3	1.	3	1.	-	-	-	-	-	-	-	-	
		5.75	1.9	5.75	1.9	.25	-	-	-	-	-	-	-	
	M(n=2) 2	4.2	2.1	4.2	2.1	-	-	-	-	-	-	-	-	
		6.5	3.2	6.5	3.2	-	-	-	-	-	-	-	-	
	A(n=2) 2	12.6	6.3	12.6	6.3	-	-	-	-	-	-	-	-	
		6.75	3.4	6.75	3.4	-	-	-	-	-	-	-	-	
Ecatlan	S(n=6) 6	2.	.3	1.	.16	1.	.16	-	-	.7	.1	1.7	.3	2.5
		5.5	.9	3.1	.5	2.4	.4	-	-	2.4	.4	3.3	.5	1.4
	P(n=10) 10	8.5	.8	6	.6	1.8	.2	-	-	4.7	.5	3.7	.4	.8
		21.6	2.2	15	1.5	4.1	.4	4.9	.5	8.4	.8	11.3	1.1	1.3
	M(n=10) 8	25	2.5	22	2	1.5	.15	.7	.17	9.8	1.	17.6	7.8	7.8
		34.5	4.3	30	3.7	1.	.06	4.1	.5	17.2	2.1	25.	3.1	1.4
	A(n=4) 4	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	10.	2.5	27.5	6.9	n.d.	n.d.	n.d.
		67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	11.5	2.9	27.5	6.9	51.7	12.9	1.9

SOURCE : Nos enquêtes de 1969-70 et de 1980.

- S semi-prolétaires : possédant moins de 1/2 hectare (en 1970)
- P paysan pauvre : possédant entre 1/2 et 2 hectares (en 1970)
- M paysan moyen : possédant entre 2 et 5 hectares (en 1970)
- A paysan aisé : possédant entre 5 et 20 hectares (en 1970)
- PF propriétaire foncier possédant plus de 20 hectares (en 1970)

TABLEAU 3 (suite)

Production et classes sociales 1969-70/1980 (étude longitudinale)

		ARBRES FRUITIERS												
		Terre en exploit.		Terre en propre		Terre prise à bail		Terre donnée à bail		Nombre		Production		
		T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T	\bar{X}	T(t)	$\bar{X}/\text{prod.}$	k/arb.
Zacapexcan	S(n=5) 2)	1	.2	.8	.16	.2	.04	-	-	45	9	-	-	-
		1.2	.6	1.2	.6	-	-	-	-	19	9	.33	.16	16
	P(n=16) 11)	20.0	1.2	13.1	.8	6.8	.4	-	-	480	30	.3	-	0.6
		15.1	1.4	14.1	1.3	.9	.08	-	-	395*	56	1.7	.24	4.2
	M(n=9) 6)	28.0	1.2	21.1	2.3	6.8	.8	-	-	610	70	8.3	.9	13.
		15.1	1.4	27	4.5	.8	.1	-	-	160	27	2.1	.35	13.
A(n=8) 6)	56.3	7.0	55.0	6.9	1.3	.1	-	-	3200	400	15.5	1.9	5.	
	50.0	8.3	50.0	8.3	-	-	-	-	1518	253	2.7	.45	2.	
PF(n=2)	66	37	66	33	-	-	-	-	240	120	1.9	.9	8.	
	67.3	33.6	67.3	33.6	-	-	-	-	90	45	.3	.1	3.3	
Atzacan	S(n=7) 7)	2	.3	1.7	.25	.25	-	-	-	18	2	-	-	-
		7	1.	7	1.	-	-	-	-	82	12	.7	.1	8.4
	P(n=3) 3)	3	1.	3	1.	-	-	-	-	25	8	-	-	-
		5.75	1.9	5.75	1.9	.25	-	-	-	10	3	-	-	-
	M(n=2) 2)	4.2	2.1	4.2	2.1	-	-	-	-	25	12	.5	.25	20.
		6.5	3.2	6.5	3.2	-	-	-	-	16	8	.5	.25	31.
A(n=2) 2)	12.6	6.3	12.6	6.3	-	-	-	-	44	22	.6	.3	13.	
	6.75	3.4	6.75	3.4	-	-	-	-	38	19	n.d.	n.d.	n.d.	
Ecatlan	S(n=6) 6)	2.	.3	1.	.16	1.	.16	-	-	-	-	-	-	-
		5.5	.9	3.1	.5	2.4	.4	-	-	-	-	-	-	-
	P(n=10) 10)	8.5	.8	6	.6	1.8	.2	-	-	-	-	-	-	-
		21.6	2.2	15	1.5	4.1	.4	4.9	.5	-	-	-	-	-
	M(n=10) 8)	25	2.5	22	2	1.5	.15	.7	.17	-	-	-	-	-
		34.5	4.3	30	3.7	1.	.06	4.1	.5	-	-	-	-	-
A(n=4) 4)	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	10.	2.5	-	-	-	-	6	
	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	11.5	2.9	-	-	-	-	23	

SOURCE : Nos enquêtes de 1969-70 et de 1980.

- S semi-prolétaires : possédant moins de 1/2 hectare (en 1970)
- P paysan pauvre : possédant entre 1/2 et 2 hectares (en 1970)
- M paysan moyen : possédant entre 2 et 5 hectares (en 1970)
- A paysan aisé : possédant entre 5 et 20 hectares (en 1970)
- PF propriétaire foncier possédant plus de 20 hectares (en 1970)

* \bar{X} pour les 7 qui en cultivaient en 1981

TABLEAU 3 (suite)

Production et classes sociales 1969-70/1980 (étude longitudinale)

		BÉTAIL													
		Terre en exploit.		Terre en propre		Terre prise à bail		Terre donnée à bail		N bovins		N porcs		N équipés	
		T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T(ha)	\bar{X}	T	\bar{X}	T	\bar{X}	T	\bar{X}
Zacapaxcan	S(n=5) 2	1	.2	.8	.16	.2	.04	-	-	-	-	2	.4	-	-
		1.2	.6	1.2	.6	-	-	-	-	-	-	1	.5	-	-
	P(n=16) 11	20.0	1.2	13.1	.8	6.8	.4	-	-	-	-	31	2	-	-
		15.1	1.4	14.1	1.3	.9	.08	-	-	2	-	14	1.3	-	-
	M(n=9) 6	28.0	1.2	21.1	2.3	6.8	.8	-	-	1	-	10	1.1	-	-
		15.1	1.4	27	4.5	.8	.1	-	-	3	.5	5	.9	2	-
A(n=8) 6	56.3	7.0	55.0	6.9	1.3	.1	-	-	40	5	23	3	5	.6	
	50.0	8.3	50.0	8.3	-	-	-	-	10	1.8	9	1.5	6	1.	
PF(n=2)	66	37	66	33	-	-	-	-	36	18	9	4.5	3	1.5	
	67.3	33.6	67.3	33.6	-	-	-	-	5	2.5	6	2	3.	1.5	
Atzacalan	S(n=7) 7	2	.3	1.7	.25	.25	-	-	-	-	-	-	-	-	
		7	1.	7	1.	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
	P(n=3) 3	3	1.	3	1.	-	-	-	-	1	.3	-	-	-	-
		5.75	1.9	5.75	1.9	.25	-	-	-	3	1	-	-	1	-
	M(n=2) 2	4.2	2.1	4.2	2.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		6.5	3.2	6.5	3.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A(n=2) 2	12.6	6.3	12.6	6.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	6.75	3.4	6.75	3.4	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	
Ecatlan	S(n=6) 6	2.	.3	1.	.16	1.	.16	-	-	-	-	-	-	-	
		5.5	.9	3.1	.5	2.4	.4	-	-	1	.2	-	-	2	.3
	P(n=10) 10	8.5	.8	6	.6	1.8	.2	-	-	-	-	-	-	1	.1
		21.6	2.2	15	1.5	4.1	.4	4.9	.5	-	-	-	-	1	.1
	M(n=10) 8	25	2.5	22	2	1.5	.15	.7	.17	2	.2	-	-	2	.2
		34.5	4.3	30	3.7	1.	.06	4.1	.5	-	-	-	-	2	.2
A(n=4) 4	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	10.	2.5	1.5	-	-	-	-	-	
	67.5	14.4	67.5	14.4	-	-	11.5	2.9	6.	-	-	-	.2	.5	

SOURCE : Nos enquêtes de 1969-70 et de 1980.

- S semi-prolétaires : possédant moins de 1/2 hectare (en 1970)
- P paysan pauvre : possédant entre 1/2 et 2 hectares (en 1970)
- M paysan moyen : possédant entre 2 et 5 hectares (en 1970)
- A paysan aisé : possédant entre 5 et 20 hectares (en 1970)
- PF propriétaire foncier possédant plus de 20 hectares (en 1970)

lui fournissait un revenu d'appoint, assez limité cependant, car ne disposant que de petites quantités à la fois, le paysan ne peut marchander les prix. La récolte de maïs, désastreuse en 1969, obligea les paysans moyens à trouver ailleurs une source de revenus.

Ces activités complémentaires sont pour les *paysans pauvres* (possédant de 0,5 à 2 ha) une nécessité continuelle, eux qui, avec un demi-hectare en culture (les terres louées en représentent la moitié) ne pouvaient espérer voir durer la récolte plus de quatre mois. Ils ne disposaient guère que d'une trentaine d'arbres par maisonnée, de quoi vendre tout juste quelques kilos d'avocats ou de prunes. Ils se consacraient de façon régulière au travail salarié et à des activités autonomes : élevage des porcs, petit commerce et services divers. Ceux qui disposaient de moins d'un demi-hectare (les *semi-prolétaires*) sont dans la situation la plus précaire : leurs activités agricoles ne dépassaient pas le petit jardinage et ils dépendaient pour subsister de la vente de leur force de travail, au jour le jour, dans la ville voisine. La communauté se présentait donc comme complètement éclatée entre des classes aux intérêts opposés : gros propriétaires éleveurs, paysannerie aisée et moyenne se consacrant à l'agriculture intensive, et semi-prolétaires de plus en plus tournés vers la ville. À Atzalan, l'autre village de haute montagne (situé à une heure et demie de marche du chef-lieu) la structure de la production était assez différente, de même que les rapports que les diverses classes entretenaient entre elles. Le manque de transports y limitait la culture des fruits à quelques dizaines de kilos par producteur tandis que l'élevage était presque inexistant : manque de pâturages pour les bovins et manque de maïs pour les porcs. Les semi-prolétaires se consacraient davantage à la culture vivrière (vu l'insécurité de l'approvisionnement) mais seuls les paysans aisés étaient à peu près autosuffisants (avec une tonne par famille). Les principales activités de rapport étaient l'exploitation forestière clandestine (bois d'œuvre et de feu, charbon) et le travail salarié saisonnier sur la côte. La rareté de terres (le village ne disposait que d'une trentaine d'hectares d'*ejido*) et une distribution moins inégale qu'ailleurs se traduisait par un très faible développement des rapports d'exploitation internes : pas de location de terres, peu de salariat. En fait, des liens de solidarité unissaient les villageois dans une lutte prolongée contre le *cacique* d'Apulco, le grand domaine voisin (Beaucage 1981: 173) : la condition commune de producteur vivrier et de petit exploitant forestier constituant la base économique de cette solidarité.

Dans la basse montagne voisine l'implantation déjà ancienne de cultures commerciales (la canne à sucre, puis le café) exigeant une main-d'œuvre saisonnière abondante, produisait en 1970 une structure économique sensiblement différente. La *paysannerie aisée* d'Ecatlan, petit village totonaque, possède les deux-tiers de l'avoir foncier. Elle utilise la moitié de ses terres pour la caféiculture, soit une moyenne de 7 ha par exploitation : beaucoup plus qu'on ne peut cultiver avec la seule main-d'œuvre familiale. L'essentiel du travail (75%) est constitué par la récolte, d'octobre à janvier : avec une

production d'environ deux tonnes, chaque hectare exige 50 jours de travail par an⁹. Les paysans pauvres et semi-prolétaires pouvaient s'y employer assez régulièrement à l'automne, s'adonnant au printemps (janvier-juillet) à la culture du maïs, sur des parcelles affermées des mêmes paysans aisés.

La *paysannerie moyenne*, avec deux hectares en propre n'était pas obligée de louer de la terre comme en haute-montagne, pour compléter sa production : si ses champs de maïs étaient un peu plus restreints qu'en terre froide, elle compensait largement par ses plantations qui occupaient les 3/4 de ses terres. Ses rendements en maïs étaient supérieurs à ceux de la paysannerie aisée (le travail familial étant plus soigné que celui des journaliers !), mais ses rendements en café étaient inférieurs de moitié : les arbustes sont trop vieux car on en a trop peu pour les arracher lorsqu'ils ont passé l'âge optimum.

La même tendance s'observe chez les *paysans pauvres*. Disposant de moins de terre en propre que ceux de terre froide, (0,6 ha au lieu de 0,8) ils en prenaient moins à bail (0,2 ha au lieu de 0,4) mais avec des rendements supérieurs. Ils consacraient plus de la moitié de leurs terres au café... avec une productivité plus faible que les précédents. Presque autant que les semi-prolétaires et les paysans sans terre, ils devaient tirer du salariat et d'activités autonomes (petit commerce, artisanat) une grande part de leurs revenus.

Nos recherches de 1970 permirent de montrer comment dans la Sierra (comme ailleurs au Mexique) le mythe de l'Indien quasi-autosuffisant, qui « ne descend en ville que pour acheter du sel, du tissu et du rhum » ne cadrait plus du tout avec la réalité. L'immense majorité des producteurs dépendaient du marché pour satisfaire la plupart de leurs besoins essentiels. Même en supposant une récolte excellente, moins d'un paysan sur quatre, dans notre échantillon, avait suffisamment de maïs semé pour pouvoir subsister toute l'année; près de la moitié n'en auraient eu que pour 2 à 3 mois. Outre l'exiguïté des parcelles, l'usure des sols faisait que les champs de maïs ne donnaient qu'entre 250 et 500 kg. par hectare, soit encore beaucoup moins que la faible moyenne des paysans du haut plateau (540-611 kg/ha, selon Montañez et Aburto 1979: 210-211).

« Dépendance du marché » n'était toutefois pas synonyme de « prolétarianisation ». Même à Zacapexpan, où les possibilités de travail salarié agricole et non-agricole sont les plus nombreuses, les *métiers autonomes* semblaient autant, sinon plus répandus, essentiellement le petit commerce (vente de

⁹ Soit plus que la faible moyenne nationale d'une tonne et demie (*V Censo agrícola...*: 38) mais moins que les plantations capitalistes modernes qui récoltent plus de 9 tonnes, et nécessitent 125 jours de travail (Navarro, 1979: 202 suiv.). Contrairement à d'autres cultures, le café exige d'*autant plus* de main-d'œuvre que sa production est modernisée : les tâches d'épandage d'engrais et d'émondage, de même que la récolte accrue, sont toutes effectuées à la main.

denrées diverses au village ou au marché voisin) ou le travail à contrat, comme scieur de long ou maçon. À Ecatlan, si le travail salarié dans les plantations de café dominait d'octobre à janvier, c'était le métayage et le commerce qui prévalaient de janvier à juillet. À Atzalan, enfin, le travail salarié local était très restreint, l'agriculture de subsistance étant complétée par l'exploitation forestière autonome.

Il n'en demeure pas moins que le travail salarié local ou migratoire procurait un indispensable revenu d'appoint dans les trois communautés : tout au long de l'année à Zacapexpan, de façon plus saisonnière à Atzalan et Ecatlan.

L'économie domestique de la grande majorité des foyers paysans de la Sierra reposait donc désormais sur une triple complémentarité, l'agriculture vivrière dégageait une petite réserve de grains, tandis que les activités indépendantes et le travail salarié permettaient de se nourrir le reste de l'année. La reproduction de l'unité domestique supposait donc qu'elle puisse se procurer du *grain à bon compte* sur le marché et ce, presque toute l'année. Le salaire local variait à ce moment (1970) entre 10 pesos par jour (U.S. \$0.80) à Zacapexpan et 6 pesos (U.S. \$0.48) dans les villages plus éloignés : dans ces derniers, il couvrait à peine l'achat de 3,5 kg. de maïs nécessaires à la subsistance d'une famille moyenne de cinq membres (Benavides 1962). Divers signes manifestaient déjà la précarité de cet équilibre. Cultivées sans jachères, les *milpas* donnaient de moins en moins : témoin de cette baisse, la norme culturelle de productivité du sol, de 6 *fanegas* par *almud* (une tonne à l'hectare) était de 2 à 4 fois supérieure à la productivité réelle en 1970.

L'expansion considérable des plantations de café, suite aux prix élevés des années 50, semble être l'un des principaux facteurs responsables de la réduction du terroir vivrier. Entre 1950 et 1960, la surface des plantations se multiplie par 6-7 en basse montagne¹⁰ : celle des champs de maïs diminue de 12 à 26%. Pendant ce temps, la population s'accroissait de près de 20%.

Le travail salarié, de plus en plus nécessaire, devenait moins assuré. Une fois passée la grande période d'expansion des plantations (1950-60) leur faible niveau technique limitait de beaucoup la demande locale de main-d'œuvre (voir note 9). La transformation du produit ne créait que fort peu d'emplois dans les centres de décortiquage.

Quant au travail saisonnier sur la côte du Veracruz, qui absorbait des milliers de paysans de haute montagne (dans les temps morts du cycle

¹⁰ Dans le municipe de Cuetzalan, elles passent de 437 à 2772 hectares, entre 1950 et 1960; dans celui de Jonotla, où se trouve Ecatlan, de 66 à 464 hectares. (Sources : IIIo et IVo *Censo agrícola, ganadero y ejidal*, 1950 et 1960).

agricole), il diminuait également : la culture de la canne se réduisait et se mécanisait (Ramos Garcia et Magnon Basnier 1981: 62) tandis que la culture du maïs cédait le pas à l'élevage. Désormais, ce sont surtout les petits fermiers de la côte qui embauchaient encore des journaliers, et ce pour de courtes périodes. On assista donc à une réorientation des migrations en direction des villes, plus particulièrement vers la région métropolitaine de Mexico. Les jeunes des deux sexes partent en grand nombre vers les villes où les attendent essentiellement des activités de « services » : plongeur, portier ou bonne...

▣ La crise des années 70 et la riposte paysanne

L'équilibre relatif qui se maintenait entre les trois grands secteurs de l'économie paysanne de la Sierra fut brutalement remis en question par la crise qui frappa l'économie mexicaine à partir de 1969-70. Cette crise a été déjà suffisamment étudiée (Bartra 1979; Paré 1980) et nous n'en mentionnerons que les traits principaux : pénurie subite de grains suite à la baisse de la production, hausse rapide du prix des aliments (atteignant 25% par an au début de la décennie) stimulant une hausse générale des prix et des « tensions » considérables dans l'ensemble de l'économie.

À la campagne, au calme – relatif – qui avait caractérisé plus de trente ans de « développement stabilisateur » succède une période assez agitée. Paysans pauvres et journaliers agricoles débordant le cadre des organisations officielles occupent spontanément des grands domaines et réclament la poursuite de la réforme agraire. Le mouvement atteint son apogée en 1975-76, avec l'occupation de plus de 100,000 hectares de terres dans le nord-ouest du pays; il connaît présentement une phase de stabilisation, caractérisée par une certaine diminution des occupations de terres, et par le renforcement des organisations indépendantes existantes.

La Sierra de Puebla nous offre un cadre privilégié pour étudier les diverses composantes d'un mouvement paysan de riposte, nous permettant de mieux cerner ses possibilités et ses limites face à la politique actuelle de l'État.

◆ La première phase : la lutte contre l'impôt foncier

En 1970, la région apparaît relativement calme, malgré les problèmes économiques croissants. Le point de départ du processus de prise de conscience et de mobilisation paysanne fut la hausse de l'impôt foncier, à partir de 1968 : en « réajustant » d'un seul coup la valeur des plus petites parcelles, l'État fait passer les redevances de 50 pesos par an (\$4.00 can.) à 300, voire 500 pesos (\$25-40 can.). Vue la pulvérisation de la propriété paysanne qui caractérise la région, c'est l'immense majorité qui se voit

frappée d'impôts qui dépassent souvent la valeur de la production agricole elle-même. Le mécontentement se cristallise en 1972 dans un mouvement qui réunit bientôt 27 villages de haute montagne, et réussit après un an d'actions diverses de protestation (incluant l'occupation de l'hôtel de ville de Zacapoaxtla) à obtenir qu'on abaisse l'impôt à 22 pesos, soit un montant *inférieur* à ce qu'il était au point de départ. Une lutte similaire pour la réduction de la taxe d'eau connaît un égal succès (Ramos Garcia et Magnon Basnier 1979: 33 sq.).

Le premier mouvement paysan des années 70 se termine donc par un succès au niveau de ses objectifs immédiats. Face à la mobilisation et à la détermination paysanne, l'État mexicain a préféré les concessions à l'affrontement. Une fois la victoire obtenue, cependant, les paysans retournent à leurs parcelles et l'organisation se désintègre. Une minorité plus consciente tente de la préserver et de poursuivre le mouvement de revendication pour inclure d'autres objectifs mais ils se retrouvent isolés et en butte à une violente campagne anti-communiste déclenchée par le clergé local¹¹; certains doivent s'exiler pour garder la vie sauve. Dans leur thèse, Ramos et Magnon attribuent cet échec à l'influence réformiste et légaliste du PCM, qui cantonna le mouvement aux revendications immédiates, et à l'absence d'éducation politique qui s'ensuivit (1979: 34-36). À cela s'ajoute, selon les mêmes auteurs, la composition de classe du mouvement : « fondamentalement la petite bourgeoisie, les petits propriétaires et, dans une moindre mesure, les semi-prolétaires » (1981: 64). Nous croyons pour notre part que ces facteurs ont certes joué un rôle, mais qu'il faut examiner de plus près l'idéologie commune aux diverses classes de paysans (dont nous identifierons plus loin certains éléments). C'est ce genre d'analyse plus que des références au seul critère d'appartenance de classe qui permettra de comprendre comment les paysans ont défini leur propre implication dans le mouvement, indépendamment de l'orientation qu'ont voulu lui imprimer ses dirigeants.

◆ La deuxième phase : l'Union Paysanne Indépendante (UCI)

La seconde phase des luttes paysannes s'articule autour d'un objectif bien distinct : la terre. Elle débute dans la zone adjacente, la *Sierra Central de Veracruz*, où le processus d'expropriation des paysans prend des formes particulièrement brutales : on brûle les récoltes, on entoure de barbelés les terres d'*ejidos*, on emprisonne et assassine ceux qui protestent (Voces del Campo, Ramos et Magnon 1979: 37-47). Dans ce contexte, la lutte pour la terre s'élargit à une lutte contre la répression et déborde rapidement le cadre légaliste, manifestement inefficace : on recourt à toutes les formes d'actions directes (occupation de terres, auto-défense armée), le tout cul-

¹¹ Les dirigeants du mouvement sont alors membres de la Centrale Paysanne Indépendante (CCI) dont le PCM a le contrôle politique.

minant, le 28 février 1976, par une marche sur le chef-lieu régional Martínez de la Torre; plus de 10,000 paysans et ouvriers agricoles appuyés par les chauffeurs d'autobus défilent, occupent l'hôtel de ville, y reprennent les *machetes* qu'on leur avait enlevés et détruisent les dossiers judiciaires (Ramos et Magnon 1979: 47-48).

À partir de 1975, le mouvement avait essaimé dans la Sierra Norte, en haute montagne, sous l'influence d'un petit groupe de paysans radicalisés lors de la lutte précédente. Cette fois, ils s'opposent directement aux *caciques* locaux, dont les domaines du sud de la Sierra ont « échappé » à la Réforme agraire, et leurs moyens d'action sont les mêmes qu'au Veracruz : occupations de terres, manifestations contre la répression, coordination des actions entreprises par plusieurs communautés. Les paysans participent à la manifestation de Martínez de la Torre avec ceux du Veracruz.

Si l'État avait cédé sur la question de l'impôt foncier, il en fut tout autrement cette fois. D'une part, les revendications de terres heurtaient de front les intérêts de la bourgeoisie agraire, un des piliers du régime; d'autre part, elles s'inscrivaient dans un mouvement national qui remettait en cause la légitimité du pouvoir en dévoilant les dessous d'une Réforme agraire trafiquée. Après l'occupation de l'hôtel de ville de Martínez la réponse immédiate fut la répression. *Répression gouvernementale*, avec le stationnement d'environ 10,000 soldats dans les deux régions où se manifestait l'agitation paysanne (Zacapoxtla et la Sierra de Atzalan, Veracruz) : menaces, emprisonnements, passages à tabac deviennent monnaie courante. *Répression privée* également : au Veracruz, les éleveurs, jugeant trop molle la réaction officielle, se dotèrent d'un « régiment » d'environ 200 tueurs à gages, chargés d'intervenir rapidement lors des occupations. Dans la Sierra de Puebla, la tactique ancienne prévalut : chaque grand propriétaire possède ses propres *pistoleros* chargés de la défense du domaine, lesquels s'adjoignent de l'aide au besoin : enlèvements, assassinats, incendies de demeures et de récoltes complètent le travail de l'appareil officiel (Ramos et Magnon, 1979: 42-47).

Un tel déploiement de mesures répressives frappait durement le mouvement paysan qui, bien que dynamique, était jeune et inexpérimenté. La démobilisation s'empara de plusieurs secteurs. Au Veracruz, après une année de répression particulièrement dure (1976), l'Union Paysanne Indépendante (UCI) qui encadrait le mouvement, ne comptait plus dans ces rangs qu'environ 500 paysans, contre 6000 douze mois auparavant (*id.*: 53). La lutte se poursuit encore aujourd'hui mais de façon intermittente; elle implique un noyau assez restreint de militants, surtout présents au Veracruz, et met l'accent sur la dénonciation de la répression.

La deuxième phase de la lutte paysanne (incluant cette fois la *Sierra Central de Veracruz*) se termine donc, comme la première, dans la démobilisation générale, mais cette fois, sans avoir atteint ses objectifs. On ne peut attribuer ce second dénouement, ni à la base de classes du mouvement

(principalement formé de semi-prolétaires et d'ouvriers agricoles) ni au réformisme/légalisme de la direction, qui privilégia l'action directe et l'éducation politique. Ramos et Magnon considèrent comme facteurs internes les plus importants : la nature de classe de la paysannerie et le type de leadership qui s'exerça.

Concernant les paysans, ils soulignent à juste titre la complexité de la dynamique des classes dans la Sierra, avec son processus contradictoire de « dépaysonnisation-repaysonnisation » : mais ils en déduisent mécaniquement que les paysans « se rapprochent davantage de la petite bourgeoisie que du prolétariat » (*id.*: 72). D'où sans doute leur faible réceptivité aux thèses trotskystes du programme de transition !

Concernant le leadership, sa caractéristique principale a été le « caudillisme ». Ils définissent fort adéquatement le *caudillo* comme :

un leader informel qui s'est identifié avec les besoins des paysans pauvres agricoles; ce type de leader lutte pour le changement social (contrairement au *cacique* lié aux intérêts établis et défenseur du *statu quo*) mais il n'agit pas de manière démocratique, sa domination est autoritaire et bureaucratique ce qui empêche la participation populaire dans la prise de décisions.

Id.: 73

La concentration du pouvoir effectif de l'organisation paysanne dans les mains du *caudillo* rend cette dernière particulièrement vulnérable, face à la répression et à la corruption de la part de la bourgeoisie agraire et de l'État : lorsque le leader perd sa crédibilité ou disparaît, le mouvement se désintègre. Mais comme les auteurs le soulignent eux-mêmes, « le caudillisme... est lié au degré de politisation idéologique des masses paysannes ».

Ceci nous renvoie au problème fondamental de la conscience paysanne que les auteurs évacuent en fin de compte, en réaffirmant platement que « le prolétariat doit être la seule classe dirigeante de la révolution »¹² (*id.*: 69). Dans la partie qui suit, nous montrerons que le mouvement paysan de la Sierra ne s'est pas terminé en 1977, écrasé par la répression, mais se poursuit sous la forme d'un mouvement coopératif : mouvement qui correspond aux problèmes concrets et au niveau de conscience actuel de larges secteurs de la paysannerie indienne.

¹² Ce qui ne permet pas d'expliquer pourquoi depuis dix ans au Mexique, la bourgeoisie semble éprouver moins de difficulté à contrôler la classe ouvrière que la paysannerie.

◆ **La troisième phase : le Plan Zacapoaxtla : l'Union des Petits Producteurs de la Sierra (UPPS)**

À partir de 1974, l'État mexicain met en branle dans la région le Plan Zacapoaxtla, à l'intérieur du Programme National de Développement Agricole dans les Zones Non-Irriguées (PRONDAT). L'objectif du Plan est :

Incorporer le paysan micro-proprétaire de la région au développement du pays en prenant comme base l'accroissement de la production et l'organisation paysanne.

Plan Zacapoaxtla III Informe anual, II : 3

Le Plan comprendra divers volets : travaux d'infrastructure, recherche agronomique, électrification, financement et commercialisation de la production agricole, etc. Le tout devait viser l'accroissement du revenu paysan et une meilleure utilisation des ressources (GOMEZ 1981a: 81). Bien que le Plan, fidèle à la nouvelle optique du gouvernement mexicain, laisse de côté les questions agraires pour s'intéresser aux seuls aspects techniques, certains responsables de projet utiliseront leur influence pour résoudre de vieux litiges fonciers, comme celui de l'*ejido* d'Atzalan. Au plan de la production comme telle, leurs efforts portèrent surtout sur l'amélioration de la productivité du maïs et sur le développement de nouvelles cultures commerciales, comme la pomme de terre et les fruits. En 1978, le Plan Zacapoaxtla comme tel cessa d'exister, divers ministères et organismes prenant en charge les projets en cours, sous la coordination générale du Collège de Postgradués de Chapingo.

Si on veut en évaluer brièvement les résultats¹³, il faut dire que les projets sur lesquels le Plan mit le plus d'accent, qui visaient le développement de la production commerciale échouèrent : culture de la pomme de terre (Edelman 1980), des arbres fruitiers et exploitation forestière. Dans les trois cas, ce sont essentiellement des facteurs liés aux rapports de classes (et non des problèmes techniques) qui entraînèrent l'échec : soit que la grande bourgeoisie marchande qui monopolise la commercialisation des fruits et légumes à Mexico bloque tout simplement la mise en marché à des prix acceptables, soit que la bourgeoisie régionale suscite un conflit agraire entre trois communautés, empêchant la mise en œuvre du projet forestier.

Cependant, en même temps que le Plan officiel accumulait les échecs, pour la troisième fois en dix ans les paysans décidaient de s'organiser pour faire face à leurs problèmes. Depuis 1970, le prix des aliments augmentait rapidement. Ce problème, qui résultait de la crise agricole nationale, était encore aggravé par la spéculation, au niveau régional : en 1976, le sucre — principale source calorique avec les céréales — se vend dans la Sierra 14 pesos/kg, alors que l'agence gouvernementale UNPASA le vend, au gros,

¹³ Nous réservons pour une publication ultérieure l'analyse plus détaillée du Plan Zacapoaxtla.

à 2,50. Des paysans se regroupent, dans 7 communautés de basse montagne : on constitue un fonds commun pour acheter directement à UNPASA. Les commerçants, après avoir vainement tenté de leur couper l'approvisionnement, répliquent en haussant le prix des autres denrées : les coopératives élargissent leur champ d'activités pour inclure tous les produits de base. Le mouvement fait tâche d'huile et s'étend à la haute-montagne : en 1977, il y a 16 coopératives locales; en 1978, 63; en 1979, 71; en 1980, 86; et en 1981, 150, regroupant plusieurs dizaines de milliers de membres. Bien que leur fonction principale demeure la consommation, les coopératives ont entrepris depuis trois ans la mise en marché des produits locaux, comme le poivre, puis le café et dernièrement les fruits. Dans le cas du poivre, ils avaient réussi à relever de 100%, dès la première année, le prix payé aux producteurs par les intermédiaires locaux. Les coopératives sont présentement regroupées en deux unions régionales, reconnues légalement, disposant d'entrepôts et faisant directement affaire avec l'agence gouvernementale de distribution CONASUPO. Le mouvement coopératif occupe déjà une place très importante dans le commerce régional, avec un chiffre d'affaires de 4,000,000 de pesos par mois (\$200,000 can.), et des exportations de 150 tonnes de poivre en 1980.

Le succès de cette troisième tentative d'organisation des paysans de la Sierra tient selon nous à trois grands facteurs. En premier lieu, le mouvement répondait à un besoin fondamental ressenti par toutes les couches de la paysannerie, plus particulièrement les paysans pauvres et les semi-prolétaires. Nous avons vu que l'ensemble de la paysannerie indienne dépend fortement du marché pour son approvisionnement : au milieu de la décennie la hausse du prix des aliments (que ne compensait pas la hausse proportionnelle des salaires ni des produits agricoles) entraîna l'impossibilité de reproduire la force de travail par le travail salarié et la production autonome. Alors que l'UCI tentait d'agir directement sur les conditions de production en réclamant la terre et en regroupant les couches les plus démunies, l'Union de producteurs réussissait à unifier l'ensemble des paysans autour de revendications communes.

En second lieu, le mouvement, s'il heurtait de front les intérêts des commerçants régionaux, coïncidait avec la volonté de l'État de mettre fin à un des goulots d'étranglement de la production agricole, c'est-à-dire les hauts taux de profit que prélève la bourgeoisie marchande. L'État, au lieu d'essayer de liquider le mouvement par tous les moyens, s'efforça plutôt — et ce, jusqu'au moment présent, — de le contrôler et de l'incorporer à ses propres activités en ce domaine (telles le programme COPLAMAR). On refusa à l'UPPS son accréditation comme *association* de paysans et on ne lui reconnut que le statut d'*entreprise* coopérative, ce qui limitait son champ d'action à des transactions commerciales bien définies. À de nombreuses reprises, on réduisit les approvisionnements en denrées bien en deça des besoins, pour ne pas « trop nuire » aux commerçants locaux. Enfin, on

exerça des pressions permanentes pour transformer de fait les magasins coopératifs en simples points de vente de CONASUPO.

Un troisième facteur est l'aide non-négligeable apportée aux coopératives par les cadres locaux du Plan Zacapoxtla et du *Colegio*. Ces derniers, jeunes agronomes d'orientation progressiste, ont su faire profiter les paysans de leur expertise technique et de leur connaissance des rouages administratifs. En même temps, ils combinaient leurs pressions à celles des paysans pour obtenir une réorientation des programmes de développement en fonction des besoins exprimés par les paysans : plus de crédits et de fertilisants pour le maïs, au lieu des cultures commerciales, etc.

Même le clergé local, qui se déchaînait contre les « communistes » de l'UCI, a généralement accordé son appui aux coopératives, compensant ainsi largement les dénonciations des commerçants.

▣ Idéologies et pratiques paysannes

Le succès relatif d'un mouvement incorporant des paysans de toutes les classes apparaîtra à certains chercheurs marxistes soit comme quelque chose de temporaire, destiné à disparaître à court terme, sous la pression de l'inevitable décomposition de la paysannerie, soit comme un processus pervers, plaçant les couches les plus défavorisées à la remorque de la paysannerie riche (qui en assure « nécessairement » la direction) et de l'État¹⁴.

Une étude plus poussée, et des idéologies paysannes et de la dynamique en cours dans plusieurs communautés, nous amène à nuancer de beaucoup ces thèses, du moins dans le contexte de la crise mexicaine actuelle. Il nous apparaît entre autres particulièrement important de souligner le rôle actif que peut jouer l'idéologie ou la « conscience » des paysans, lorsqu'elle les amène sur leurs conditions matérielles d'existence (Gramsci 1971: 168).

Si nous examinons de plus près certains des éléments dominants de la « conscience » actuelle qu'ont de leur situation les paysans de la Sierra, nous observons ce qui suit¹⁵.

◆ La vision de la condition paysanne

Au plan de la perception qu'à la paysannerie de ses *problèmes* (voir tableau 4) on est frappé par l'extrême *dispersion* des éléments, qui incluent

¹⁴ Ces considérations faisaient partie de notre problématique de départ avant la confrontation avec les faits. Nous avons cru déceler le malaise chez des chercheurs mexicains, devant le succès inattendu du mouvement.

¹⁵ Les quelques notes qui suivent résultent d'un premier dépouillement de nos données de l'été 1981 : un membre de l'équipe travaille présentement à une analyse plus approfondie de ces matériaux. Nos remarques n'ont donc qu'une valeur d'hypothèses.

TABEAU 4

La perception des problèmes : communautés et classes sociales

	Zacapexpan					Atzalan					Ecatlan					
	Tr	A	M	P	S	Pr	Tr	A	M	P	S	Tr	A	M	P	S
TRAVAIL	13	4	1	4	2	2	5	-	-	2	1	7	1	1	2	4
« On manque de travail »																
« ...et il faut émigrer »	10	4	3	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
« Les salaires sont bas »	7	3	1	2	-	1	-	-	-	-	-	19	1	4	7	7
« Le travail est pénible »	60	2	-	3	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
« On ne manque pas de travail »	6	-	4	1	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
« ...les gens sont paresseux »	1	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-
TERRE																
« On manque de terres »	5	2	1	1	-	1	6	1	2	2	1	12	3	2	4	3
« ...parce que les paysans ont dû vendre »	4	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	8	-	1	5	3
« ...parce que nos terres sont envahies »	-	-	-	-	-	-	6	2	1	2	1	-	-	-	-	-
« ...parce qu'il y a trop de prés et de cafétéraies »	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	3	3	1	1
« ...parce qu'elles sont trop chères »	6	3	1	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
« ...parce qu'il y a trop de monde »	-	-	-	-	-	-	3	1	-	1	1	12	1	3	6	2
« On ne manque pas de terres »	7	4	-	-	-	3	8	2	1	3	2	-	-	-	-	-
« ...parce qu'on peut en louer »	7	4	-	-	-	3	3	1	1	1	-	-	-	-	-	-
« ...parce qu'on a l'ejido »	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
« Il y a plus de gens sans terre qu'avant »	26	11	5	7	1	1	7	-	2	4	1	12	3	2	4	3
« Il y a autant de gens sans terre qu'avant »	8	5	-	1	1	1	1	-	1	-	-	14	2	3	7	2
« Il y a moins de gens sans terre qu'avant »	-	-	-	-	-	-	3	1	1	-	1	2	1	-	-	1
PRODUCTION																
« Ca va mal parce que... »	3	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	23	6	7	9	1
« ...les prix sont bas »																

TABLEAU 4 - (suite)

	Zacapexpan						Atzalan						Ecatlan									
	Tr		A		M		P		S		Pr		Tr		A		M		P		S	
« ...le transport est mauvais »	-		-		-		-		-		-		-		-		-		-		-	
« ...la main-d'œuvre est rare »	7	6	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	5	3
« ...la main-d'œuvre est chère »	4	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	2
« ...la terre est usée »	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	1	2	2	2	-	-	-	-	-
« ...on manque de crédits »	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
« ...on manque d'argent »	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	1	1	2	-	-	-	-	-	-	-
« ...on manque d'équipement »																						
CONSUMMATION																						
(pénurie-escasez)																						
« La nourriture fait souvent défaut »	9	2	3	1	2	1	2	1	6	1	2	2	1	13	4	1	6	2				
« ...c'est pour faire monter les prix »	11	3	2	4	1	-	2	-	2	-	1	-	1	8	1	3	1	3				
« ...c'est parce qu'on exporte trop »	5	-	1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
« ...c'est à cause de la coopérative »	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	2	-	-	4	2	1	1	-				
« Il n'y a pas de pénurie... (sauf d'argent) »	10	3	-	6	-	1	6	2	1	1	2	14	2	2	2	7	2					
(inflation)																						
« Les prix ont beaucoup monté... »	7	3	2	1	1	-	5	2	1	1	1	11	3	4	4	-						
« ...à cause du gouvernement »	6	4	1	1	-	-	5	2	1	1	1	8	2	3	3	-						
« ...à cause des transports »	2	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
« ...à cause des commerçants »	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
« ...à cause des hauts salaires des ouvriers »	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	1	1	-					
« Les prix n'ont pas beaucoup monté »	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19	1	7	6	5					
Te:	33	15	5	8	2	3	13	3	3	4	3	35	8	9	12	6						

Légende : Te: total de l'échantillon; Tr: total des réponses; A: paysans aisés (qui possèdent plus de 5 ha); M: paysans moyens (qui possèdent entre 2 et 5 ha); P: paysans pauvres (qui possèdent entre .5 et 2 ha); S: semi-prolétaires (qui possèdent moins de .5 ha); Pr: prolétaires (travaillant exclusivement comme salariés).

SOURCE : Notre enquête, 1981.

de nombreuses *contradictions* : par exemple, plusieurs se plaignent du manque de travail alors que d'autres mentionnent le manque de main-d'œuvre, etc. Bien que ces contradictions nous renvoient aux différences de classes, il nous fut impossible d'assigner à chaque classe une structure idéologique propre : les chevauchements y étaient beaucoup trop nombreux, et les oppositions trop peu tranchées. Si nous rassemblons les réponses en fonction de quelques thèmes généraux (le travail, la terre, la production, la consommation), il ressort que les différences les plus frappantes apparaissent d'abord entre les *communautés*.

À Zacapexpan, on trouve d'une part, les réponses les plus diversifiées et les plus précises sur chaque thème et d'autre part la plus grande préoccupation concernant les problèmes de travail. La *diversification* des réponses ne correspond pas directement à l'appartenance de classes des répondants, mais résulte d'un ensemble de facteurs dont le plus important est sans doute l'intensité des contacts avec l'extérieur et l'information qui en résulte : ainsi, ils articulent beaucoup plus précisément que les autres les divers facteurs qui sont à la base des hausses de prix et de la « pénurie » (*escasez*) qui affectent régulièrement certains produits. *Essentiellement consommateurs* de produits agricoles et industriels, les *Zacapexpanos* sont particulièrement sensibles à tout ce qui touche ce secteur.

Au niveau du *travail*, les répondants de Zacapexpan soulignent d'une part le manque d'emploi chronique dans le village et sa seule solution pour eux : l'émigration. Bien que les salaires soient plus élevés que dans les deux autres villages ils insistent sur le fait qu'ils sont bas et que le travail des champs est pénible. Visiblement, le cadre de référence est désormais le travail urbain, perçu comme aussi désirable que peu accessible.

Bien qu'on soit de la communauté la plus densément peuplée, la terre n'est pas vue comme « rare », puisqu'on peut en louer pour cultiver. Elle est par contre tellement chère qu'il est devenu impossible d'en acheter pour l'agriculture. Les causes de ce paradoxe : les paysans ont vendu leurs terres autrefois « quand les prix étaient bas » : les « riches de Zacapoxtla » les ont achetées et maintenant, ne vendent plus que des lots à bâtir. Dans ces conditions la production agricole n'intéresse plus vraiment que les paysans moyens et riches, par ailleurs conscients de leur minorisation. Pour caractériser les problèmes agricoles, trois villageois déclareront simplement : « Il n'y a plus de paysans ». Pour ceux qui ont assez de terre pour pratiquer l'agriculture, le principal problème est la « rareté » de la main-d'œuvre, ou sa « cherté » : en l'absence de mécanisation ils ne peuvent concurrencer même les faibles salaires (100 pesos par jour) de la ville voisine, à cause du bas prix des produits agricoles.

Le village d'Atzalan vit des problèmes assez différents. Plusieurs paysans ont en partie résolu, grâce à l'*ejido*, le problème du manque de terres (cf. tableau 3), et voient dans la rareté et le prix des intrants (surtout les engrais)

et l'absence de crédit, les principaux obstacles sur le chemin de l'autosuffisance alimentaire. Par contre, d'autres, moins bien pourvus, ou même exclus du partage, se plaignent amèrement du manque de terres¹⁶ et de travail; les petites parcelles n'exigent pas l'emploi de salariés et l'exploitation forestière qui devait prendre une ampleur considérable est presque paralysée depuis l'invasion des terres de la commune par deux villages voisins. L'invasion apparaît comme le problème principal à l'heure actuelle et a provoqué une crise profonde.

À Ecatlan la préoccupation pour la terre et la production agricole apparaît au premier plan. La majorité des répondants considèrent que le *manque de terres* constitue le problème fondamental (cf. tableau 4) : pas de terre à louer, à cause de la grande extension des caféteraias et des pâturages, ni à acheter, à cause du prix, et du fait « qu'il n'y en a plus » (i.e. de libres). Contrairement aux *Zacapexpenos*, les *Ecatecos* ne voient pas ce phénomène comme récent : le plus grand nombre estime que la situation était semblable auparavant, en fait depuis que « les grands-parents ont vendu les terres ». À cette pénurie de terres s'ajoute le problème d'usure des sols : peu de gens encore ont adopté l'usage des engrais. Les problèmes majeurs sont cependant liés à l'écoulement du café : les prix se sont littéralement effondrés depuis deux ans, après quelques années d'un marché favorable, et l'absence de transport les rend très vulnérables face aux spéculateurs.

C'est dans le domaine de la consommation que les trois communautés ont les perceptions les plus similaires : les deux thèmes qui reviennent le plus sont la pénurie (*escasez*) et la hausse des prix. Une majorité de répondants des trois communautés perçoivent la disette comme résultant des manœuvres de commerçants et spéculateurs : à preuve : « En ville, on trouve de tout... à condition de payer le gros prix... » (notre enquête 1981).

Si on accuse les commerçants de provoquer la pénurie pour hausser les prix, c'est le gouvernement lui-même qu'on blâme pour les hausses, soit parce qu'il les décrète directement, soit par les impôts dont il grève le commerce de détail.

Une vue d'ensemble des réponses nous montre que les paysans quelle que soit leur appartenance de classes, partagent une vision commune des problèmes majeurs qui affectent les trois communautés : manque de travail et faible rémunération, manque de terres et d'intrants agricoles, d'une part; rareté et hausse continue du prix des produits de première nécessité,

¹⁶ Les *ejidatarios* de longue date ont exigé des nouveaux venus des cotisations très élevées à l'entrée : justifiant ce geste par les frais encourus pendant trente ans de lutte et de démarches multiples, ils ont maintenu ainsi plusieurs jeunes dans la condition de paysans sans terre.

d'autre part. Sur certains points, cependant, on peut noter des positions de classes¹⁷ différentes, voire antagoniques.

Les différences apparaissent au plan de la terre, de la production, et dans la consommation, et elles tendent à devenir antagoniques en ce qui touche certains aspects du travail (tableau 4). Ainsi on trouve davantage de paysans aisés pour trouver que la terre n'est pas rare, et que les principaux problèmes sont le manque d'intrants agricoles et les bas prix (dans les deux villages de haute montagne, ils sont les seuls à vendre une partie importante de leur production) : tandis que ses autres classes se préoccupent davantage du manque de travail et de la pénurie de biens de consommation. Là où les points de vue deviennent strictement inconciliables, c'est lorsqu'on touche au secteur névralgique dans les rapports capitalistes : la vente de la force de travail. Pour les semi-prolétaires, les paysans pauvres et même les paysans moyens, le travail est rare, pénible et mal payé; chez la petite bourgeoisie rurale se développe le point de vue inverse :

Le vrai problème est celui du manque de bras... Les gens sont ivrognes et paresseux... Les journaliers sont rares et ils coûtent cher... On trouve de la terre à condition d'avoir envie de travailler.

Notre enquête 1981

Contrairement à ce qui se produisait pour les autres thèmes, on se trouve ici en face de deux structures idéologiques exclusives, invoquées pour expliquer la crise agricole. La majorité se place d'emblée au niveau de la *reproduction de la force de travail*, rendue difficile par le chômage et les bas salaires : pour la minorité qui engage de la main-d'œuvre, c'est cette dernière qui est trop exigeante et refuse l'embauche. Sous une forme extrêmement embryonnaire, (et contradictoire avec d'autres positions de la même paysannerie aisée) on retrouve la structure idéologique de base que Marx identifiait chez les idéologues bourgeois pour justifier l'accumulation primitive.

...Il y avait autrefois... un temps où la société se divisait en deux camps; là des gens d'élite, laborieux, intelligents, surtout doués d'habitudes ménagères; ici un tas de coquins faisant gogaille du matin au soir et du soir au matin. Il va sans dire que les uns entassèrent trésor sur trésor, tandis que les autres se trouvèrent bientôt dénués de tout. De là la pauvreté de la grande masse...

Le Capital, T. 1, 8e section in *Oeuvres*, 1968: 1167-68

Globalement, cependant, l'examen des attitudes des paysans indique plutôt qu'en dépit de différences très nettes au plan de leurs conditions matérielles, il existe une large base commune quant à la perception qu'ils ont de

¹⁷ Par « position de classe », nous entendons une orientation explicite en faveur des intérêts d'une classe déterminée. « Position » et « appartenance de classe » d'un répondant peuvent ne pas coïncider. (Cf. Mao Tsétoung, 1968: 68 sq.).

leur situation. Cette perception, dans le contexte actuel, est essentiellement négative et pourrait se définir comme suit :

Le paysan a de grosses difficultés. Les articles de base sont souvent introuvables et leur prix monte sans cesse, suite à la spéculation et aux décisions gouvernementales. Par contre, le travail est rare, pénible et mal payé. La terre est peu abondante, hors de prix, et ne donne pas beaucoup : en outre, les prix agricoles sont bas¹⁸.

Sur cette toile de fond assez grise viennent se greffer les problèmes spécifiques d'une communauté donnée : invasion des terres de l'*ejido* ou manque de transport. On voit également émerger les problèmes spécifiques à une classe en particulier, tels le manque de main-d'œuvre. Malgré ces différences, les membres des diverses classes continuent de partager largement la même vision de la réalité. Il serait à notre sens trop facile d'étiqueter cette vision « idéologie dominante » au sens althussérien, c'est-à-dire strictement comme un instrument d'aliénation servant les intérêts de la classe dominante en reproduisant la structure sociale (Althusser 1970).

En fait, cette « vision du monde » est le produit de la pratique présente et passée des paysans. Reflétant les contradictions de cette pratique, elle contient autant des éléments conservateurs que contestataires comme nous allons le voir. Par exemple, à la question portant sur l'existence de *caciques* dans la région, on recueille les trois réponses suivantes, de paysans pauvres et sans terre :

- (1) On dit qu'avant il y en avait, qu'ils battaient même les paysans. Maintenant il n'y en a plus, les paysans ne se laissent plus faire.
- (2) Ici tous sont pauvres. Ceux qui ont plus d'argent s'en servent pour aider les autres en leur donnant du travail, en les engageant comme journaliers. Seulement quelques-uns sont riches, avec plus de 5 hectares. Le riche met l'argent, le pauvre le travail : on s'entraide.
- (3) Des caciques il y en a partout et ils maltraitent les paysans. Ils les paient peu, mais eux vendent à leur prix. Quand les pauvres résistent, ils les tuent. Ils existent au dépens des paysans.

Plutôt que le concept monolithique d'idéologie dominante, fort peu applicable ici, c'est la notion gramscienne du « sens commun », la « philoso-

¹⁸ On est loin du « noyau de valeurs » — essentiellement positives — identifiées par Redfield comme correspondant à la « vision paysanne de la bonne vie » : attitude de révérence à l'égard de la terre, valorisation de l'agriculture et du travail productif (Redfield 1969: 63-64). Non pas que sa définition soit *inexacte* en soi, à notre sens. Mais nous croyons que l'« idéologie paysanne » doit toujours être rapportée à son contexte historique. Les paysans mexicains des années 40, étudiés par Redfield venaient tout juste de recevoir la terre et malgré un réel dénuement, voyaient leur condition s'améliorer lentement. D'où une vision du monde particulièrement positive. Huizer a suggéré, en ce sens, une « périodisation » des interprétations anthropologiques des sociétés paysannes (Huizer 1980: 94 sq.).

phie des non-philosophes », qui nous semble la plus apte à rendre compte de la réalité :

Le « sens commun » n'est pas une conception unique, identique dans le temps et l'espace... comme le folklore, il prend d'innombrables formes. Sa caractéristique la plus fondamentale est que, même dans le cerveau d'un seul individu, il est fragmentaire, incohérent, inconséquent, conformément à la position sociale et culturelle dont il est la philosophie.

Gramsci 1971: 419

Il n'y a pas un seul sens commun, car cela aussi est le produit de l'histoire et une partie du devenir historique.

Id.: 326

◆ Les solutions

Si la majorité des répondants s'entendaient sur la définition de leurs problèmes (avec les variantes déjà mentionnées), on ne retrouve pas un tel consensus en ce qui a trait aux solutions. On y retrouve trois tendances principales.

L'une que nous appellerons *défaitiste*, regroupe de 20 à 50% des paysans de toutes les classes. Pour eux, il n'y a pas de solution : « Ce sont toujours les petits qui perdent... Pas moyen quand on n'a pas de terre... » etc.

Cette tendance, présente partout, est plus forte à Ecatlan, où la décomposition de la paysannerie *sur place* est plus ancienne qu'ailleurs et qui est demeuré à l'écart des grands mouvements paysans. Ce défaitisme, comme l'a montré Huizer dans son travail sur la *desconfianza*, s'enracine dans une expérience séculaire d'exactions et de tromperie, de la part des élites locales et du gouvernement (Huizer 1980: 57). On ne met que peu d'espoir dans les « coopératives du gouvernement » ou dans toute forme d'organisation.

La seconde tendance, qu'on peut qualifier d'*individualiste* met l'accent sur le travail de chacun, comme unique porte de sortie : *travail autonome*, à la campagne, pour produire davantage et épargner; *travail salarié*, à la ville, pour se procurer l'argent nécessaire à l'achat de terres ou s'y installer à demeure. Cette conception s'accompagne, chez ceux qui ont de la terre, d'un sentiment méprisant face aux journaliers (*mozos*).

Ce qu'il faut c'est travailler car sinon, ils continuent avec les mêmes problèmes. On ne peut leur faire confiance car ils s'ennivrent tous les jours... La solution c'est de trouver un autre travail, d'émigrer pour avoir un meilleur salaire.

Cette attitude n'est pas limitée au gros propriétaire terrien. On la retrouve chez la paysannerie moyenne. Plutôt que de l'attribuer à quelque influence

externe, nous croyons qu'elle s'enracine dans la condition matérielle même du paysan parcellaire.

Nous avons été frappé par la ressemblance entre nos matériaux et les observations de Gramsci sur l'idéologie prévalant dans les campagnes italiennes au début du siècle :

Le paysan typique de ces régions est le petit propriétaire ou le métayer... qui possède quelques outils, une paire de bœufs et une chaumière qu'il a souvent construite lui-même les jours où il ne travaillait pas, et qui a obtenu le capital nécessaire soit en émigrant pendant quelques années, soit en travaillant aux mines, soit en s'engageant chez un grand propriétaire... — c'est-à-dire, en « se débrouillant » et en épargnant. Le journalier d'autre part, incapable ou réticent à « se débrouiller », ne possède rien, est un crève-la-faim (*morto di fame*) parce que l'embauche est rare et irrégulière.

Gramsci 1971: 273

À cette position correspond une volonté de s'en tirer sans changer radicalement la situation existante : on achète ou on « demande » des terres, on s'efforce de produire plus ou autre chose, on trime dur, on espère de l'aide du gouvernement. On est favorable aux coopératives, en principe, mais on critique l'inefficacité de celles qui existent. On est méfiant, voire franchement hostile face aux organisations paysannes militantes. Cette tendance comprend entre 30 et 50% des répondants : elle domine nettement à Zacapexpan, où l'intégration spatiale et occupationnelle à la ville voisine débouche sur la « dépayssanisation » du plus grand nombre et une concentration de l'agriculture chez quelques producteurs aisés et moyens.

Enfin, une troisième tendance, que nous pourrions appeler *revendicatrice* insiste sur la nécessité pour les paysans de s'organiser pour surmonter leurs difficultés. Concernant la terre, les répondants affirment qu'il faut la réclamer, voire la prendre; que c'est seulement par des pressions que l'on peut amener l'État à aider les paysans; que le manque d'intérêt des gens et la malhonnêteté des dirigeants sont les principaux problèmes des coopératives; que ces dernières devraient élargir leur champ d'action, pour inclure la politique. Enfin, pour cette tendance, la seule solution réelle demeure l'organisation paysanne.

(Pour s'en sortir) il faut s'organiser et faire face aux caciques, mettre fin à leur domination en imposant nos conditions. S'ils ne les acceptent pas on cesse de travailler pour eux... Il faut aussi s'organiser pour obtenir des engrais et de la nourriture.

Cette position, qui regroupe entre le tiers et la moitié des répondants, suivant les communautés, semble particulièrement cohérente à Atzalan, village qui a obtenu son *ejido* après trente ans de lutte. (Seulement la moitié des répondants y affirment cependant connaître une organisation paysanne

et peuvent l'identifier)¹⁹. Il ressort du tableau 4 qu'on ne peut rattacher directement aucune de ces trois tendances à une classe ou une fraction de classe précise. C'est seulement sur quelques points qu'on voit émerger une certaine différenciation. Ainsi, à Ecatlan, seul village où l'obtention de terres apparaisse comme une solution, les paysans aisés optent pour l'achat ou la demande à l'État, les paysans pauvres pour la demande ou l'occupation pure et simple. À Zacapexpan, la production, comme on peut s'y attendre, intéresse surtout les paysans aisés et moyens. Ce sont les paysans pauvres et moyens qui croient que l'État va leur venir en aide. Les paysans aisés pour leur part, s'intéressent de très près au fonctionnement de la coopérative et en font de dures critiques, surtout en ce qui touche l'organisation. De façon générale, on peut tout au plus noter une plus grande concentration de la paysannerie moyenne et aisée autour des solutions « individualistes ».

Jusqu'à présent, nous n'avons considéré que les attitudes verbales des paysans pour définir des orientations idéologiques. Comment celles-ci se confrontent-elles à la pratique paysanne au cours d'une période donnée de temps ? Dans la section antérieure, nous avons esquissé un aspect de cette pratique, les mouvements paysans. Le tableau 5 nous en révèle un autre : les transformations dans la propriété foncière et la production chez un échantillon de paysans des trois villages, entre 1970 à 1981.

Au plan agraire, on remarque une tendance générale à l'accroissement de la surface des exploitations et des propriétés, particulièrement pour les couches les plus pauvres. Cet accroissement est d'ailleurs fort inégal d'une communauté à l'autre.

À Zacapexpan la hausse moyenne des surfaces exploitées est de 200% pour les semi-prolétaires (possédant moins d'un demi-hectare), de 17%, 48% et 19%, respectivement pour les paysans pauvres (entre 1 à 2 hectares), moyens (entre 2 à 5 hectares) et aisés (entre 5 à 20 hectares). Sauf en ce qui concerne les paysans aisés on décèle une tendance analogue dans les deux autres villages. Dans tous les cas, les hausses les plus fortes sont observées chez ceux qui étaient semi-prolétaires, dont les exploitations triplent de taille. Globalement, ces derniers changent de catégorie : à Atzalan et Ecatlan, ils exploitent maintenant un hectare de terre (60 acres à Zacapexpan) alors que dix ans auparavant, leur activité agricole était marginale.

Chez les paysans pauvres et moyens, la tendance est moins forte. À Zacapexpan et Atzalan, on voit s'arrondir substantiellement la petite propriété (hausse de 17% à 73%) mais sans que cela n'entraîne, en soi, de modification qualitative dans leur condition puisqu'on assiste à une réduction

¹⁹ La répression qui a frappé l'UCI peut en avoir incité plusieurs à feindre l'ignorance, surtout qu'Atzalan est situé dans un minicipe où l'activité revendicatrice — et la répression — furent particulièrement intenses.

tion parallèle des surfaces prises à bail. À Ecatlan, par contre, la hausse des surfaces possédées en propre par ces deux groupes (175% et 72%), s'accompagnant de celle des terres affermées par les paysans pauvres (100%), se traduit par un renforcement marqué des ressources foncières dont dispose la petite agriculture.

Chez les couches plus aisées, la tendance s'inverse : si, à Zacapexpan, le paysan aisé accroît encore sa propriété de 20% en moyenne, à Atzalan, il la diminue de 46%, et à Ecatlan il la maintient tout juste. En fait, c'est de la paysannerie aisée et des propriétaires fonciers que provient la terre qu'ont acquise récemment les autres classes, soit par récupération (Atzalan), soit, plus fréquemment, par achat (Ecatlan).

Des changements notables affectent également le fermage. Celui-ci, qui fut toujours marginal à Atzalan (vu l'étroitesse du terroir communal ancien) disparaît presque à Zacapexpan (réductions moyennes de 75 et 87%). Par contre, à Ecatlan, il double, pour ceux qui avaient moins de deux hectares en 1970 : passant dans l'intervalle de 0,2 à 0,4 hectares. En même temps, on voit les anciens paysans pauvres et moyens, auparavant preneurs de terre, devenir *prêteurs* à leur tour : la surface globale prêtée par ces deux groupes en 1981 atteignant presque celles des paysans aisés (9 hectares, contre 11,5).

L'examen des changements survenus dans les activités de production, au cours de la dernière décennie, permettra de mieux comprendre cette dynamique agraire. Au niveau de l'agriculture vivrière, on assiste à un accroissement général des surfaces *moyennes* plantées de maïs. Les plus fortes hausses se retrouvent chez ceux qui avaient moins de 2 hectares en 1970 : elles s'échelonnent entre 33 et 900%. Il faut noter qu'à Zacapexpan, un bon nombre de paysans ont dans l'intervalle carrément abandonné cette agriculture à très petite échelle : près de la moitié de l'échantillon de 1970. Les paysans moyens et aisés pour leur part maintiennent à peu près la surface vivrière, avec des variations d'à peu près 20% en plus ou en moins.

La hausse de la production, entre 1970 et 1981, est plus forte, encore que celle des surfaces, grâce à une élévation marquée de la productivité. Bien que la saison 69-70 ait été considérée comme « plutôt sèche » dans la Sierra, la différence entre les quantités moyennes produites par hectare ne peut être ramenée principalement à des variations climatiques. Cette différence est en effet fonction directe de la *communauté*, et de la *classe sociale* : elle atteint son maximum en haute montagne et chez ceux qui disposaient de moins de 5 hectares de terre en 1970. Les quantités par hectare quadruplent à Zacapexpan pour les moins de 5 hectares : elles sont stables ou déclinent chez les paysans aisés et le propriétaire foncier ; à Atzalan, la hausse varie entre 11 et 350% chez le premier groupe, tandis qu'on a une baisse de 32% chez le dernier. À Ecatlan, enfin, la différence est beaucoup

TABLEAU 5 - (suite)

	Zacapexpan						Atzalan						Ecatlan						
	Tr		A	M	P	S	Pr	Tr		A	M	P	S	Tr		A	M	P	S
	<p>« Les coop dépendent de l'État » « Les coop doivent dépendre de l'État »</p> <p>3. « La coop va mal » - parce qu'elle est mal gérée - à cause de la corruption et de la fraude - à cause des cotisations et prix trop élevés - à cause du manque d'intérêt des gens « La coop va bien »</p> <p>4. L'avenir de la coopérative « Elle devrait inclure le crédit » (Non) « Elle devrait inclure la production » (Non) « Elle devrait s'occuper de politique municipale » (Non)</p> <p>5. L'organisation paysanne « Les paysans doivent s'organiser » (Non) « On connaît des organisations » (Non)</p>	29	10	5	6	2	2	2	2	2	1	1	1	1	7	2	1	3	1
	16	7	2	4	1	2													
	11	5	1	3	2		13	3	3	4	3	3	21	8	2	8	3		
	5	3	1		1		2			2			18	8	1	7	2		
	4	1			2	1		9	1	1	4	2	4	1	1	1	1		
	2	1			1			4	2	1	1								
	14	7	2	4		1	5	1	1	2	1	3	1	3	1		2		
	11	7	1	1		2													n.d.
	4	2		2															n.d.
	21	11	2	4	1		7	1	2	2	2	2	2	7	2	2	2		n.d.
	5	3		1	1		2	2	2										n.d.
	15	6	4	4	1		6	2	2	1	1	1	1	6	2	2	1	1	n.d.
	6	6					1	1						1					n.d.
	14	7	2	3		2	12	3	3	4	2	10	2	5	2	1			
	5	3	1		1							9		1	6	2			
	15	9	1	3	1	2	6	1	2	2	1								n.d.
	14	6	3	4	1		6	2	1	2	1								n.d.
Te:	33	15	5	8	2	3	13	3	3	4	3	35	8	9	12	9			

SOURCE : Notre enquête 1981. Pour la légende, voir le tableau 4.

plus faible (entre 14 et 29% de hausse chez les moins de 2 hectares) et même négatif chez les paysans moyens (-22%).

Ces variations doivent être directement reliées à celles qui sont survenues dans les *rapports à la terre*. En consolidant leur avoir foncier, les paysans sont à même de se consacrer davantage à l'agriculture au lieu de bâcler les opérations agricoles dans les intervalles du travail salarié comme ils le faisaient avant. Ils rejoignent de la sorte, et souvent même dépassent les rendements obtenus par les couches plus aisées. Le fait que ces « nouveaux paysans » utilisent à présent des engrais joue également un rôle important : du moins en haute montagne où la proximité des centres de distribution le rend plus accessible.

Le résultat combiné de l'accroissement des surfaces exploitées et de la hausse de la productivité est un degré plus élevé d'auto-suffisance alimentaire chez les paysans les plus pauvres : les moins de deux hectares produisent désormais entre 150 et 300 kilos de grains, soit de quoi subsister de deux à quatre mois. Les paysans moyens de haute montagne récoltent de 600 à 1000 kilos, ce qui leur assure une réserve pour la plus grande partie de l'année. La hausse du prix du grain, depuis dix ans, et les pénuries fréquentes rendent aujourd'hui beaucoup plus désirable un haut niveau d'auto-suffisance.

La tendance à la « repaysannisation », par l'obtention de terres (soit en s'organisant pour les prendre — Atzalan — ou en « se débrouillant » pour en acheter — Zacapexpan et Ecatlan) constitue un mouvement *convergent* par rapport à celui des coopératives, que nous avons étudié précédemment : dans les deux cas, la pratique des paysans essaie d'assurer la reproduction matérielle des unités domestiques, reproduction menacée par la cherté des vivres et la raréfaction de l'emploi.

L'examen des changements survenus au niveau de l'agriculture commerciale et de l'élevage nous permettra de compléter notre analyse de l'activité économique paysanne. En haute montagne, le regain enregistré ces dernières années dans l'agriculture vivrière ne s'étend pas aux vergers qui stagnent ou régressent. La politique de bas prix pratiquée par les intermédiaires régionaux et les monopoles nationaux (Paré 1975; Oswald 1979) a amené l'ensemble des producteurs à se détourner de ce champ d'activité : le nombre d'arbres fruitiers a diminué considérablement et on ne fait plus de nouvelles plantations. Il en va de même de l'élevage des porcs, activité d'appoint autrefois importante et que la cherté du grain menace de faire disparaître.

En basse montagne, le tableau est fort différent. Quelques années de prix élevés, joint à l'assistance de l'Instituto mexicana del café (engrais, crédits...) ont amené les petits et moyens producteurs à doubler la taille de leurs plantations en dix ans : celles-ci dépassent désormais la surface des champs de maïs pour toutes les classes, et leur proportion s'accroît rapidement en

même temps qu'augmente la surface cultivée. Contrairement au paysan de haute montagne, qui mise présentement sur l'agriculture de subsistance combinée au travail non-agricole (autonome ou salarié) le paysan de basse montagne, une fois assurée une partie de sa subsistance avec la *milpa*, compte sur l'agriculture commerciale pour lui procurer le reste de ses revenus. Ses cafétérias sont présentement en expansion avec beaucoup de jeunes plants encore improductifs. Cela explique le faible rendement moyen par hectare, malgré des techniques de production meilleures. Cela explique aussi la forte proportion de terres données à bail, par les paysans moyens et pauvres. Il s'agit de terres acquises pour en faire des plantations mais sur lesquelles, par manque de ressources, les paysans n'ont pas encore pu effectuer les travaux requis : ils préfèrent alors les louer plutôt que de les laisser en friche.

Face à une petite paysannerie extrêmement dynamique, qui lutte pour la terre, produit pour sa subsistance et, si elle le peut, pour le marché, la paysannerie aisée et les propriétaires fonciers semblent assister assez passivement aux changements en cours : leur avoir reste présentement figé, leurs plantations stagnent ou régressent... Une seule exception : l'élevage, activité relativement nouvelle dans la région, et qui commence à envahir la basse montagne. En fait, l'inflation, qui a fait décupler les coûts de main-d'œuvre depuis dix ans les a détournés définitivement de l'agriculture, dans cette zone où la mécanisation est impossible. Plusieurs cherchent présentement à liquider leur avoir... par exemple en morcelant leur propriété et en la vendant à des petits paysans. La pénétration dans la Sierra du grand capital (sous forme de capitalisme d'État, IMC, Conasupo, Coplamar...) a miné les bases du pouvoir économique de cette classe : son poids dans la politique régionale, s'exprimant par le caciquisme, diminue également permettant à d'autres forces sociales de jouer un rôle accru. Le développement rapide des coopératives ne peut se comprendre que dans ce nouveau contexte.

▣ Perspectives

À l'euphorie de la « révolution verte » a succédé une phase de pessimisme profond, particulièrement sentie dans les cercles officiels. Face à l'échec d'un grand nombre de projets, on conclut que la « résistance au changement » des paysans est trop forte, leur comportement, atavique, et que seul un encadrement contraignant pourra les faire évoluer dans la « bonne » direction. Parallèlement, certains secteurs de gauche désespèrent d'une paysannerie qui s'obstine à ne pas disparaître, désobéissant ainsi aux « lois inexorables » du capitalisme.

L'analyse d'un cas concret, celui de la Sierra Norte de Puebla, débouche sur des considérations fort différentes. Il apparaît que la petite et la moyenne paysannerie, loin de rejeter le changement technique, s'en saisit rapidement, à condition qu'il corresponde à ses objectifs : prête à serrer la ceinture

pour acheter des engrais qui augmenteront son autosuffisance alimentaire, elle refuse de produire des fruits et légumes au seul bénéfice des gros *coyotes* de La Merced.

Au plan de l'organisation, la *desconfianza* ne les a pas empêchés de participer activement à trois mouvements revendicatifs au cours de la dernière décennie. Contrairement aux auteurs qui ont étudié les mouvements, nous croyons que l'échec relatif des deux premiers est moins imputable à leur seule base de classe ou à la répression qu'aux caractéristiques idéologiques de la paysannerie indienne de la Sierra : bien que l'ensemble des paysans soient bien conscients des problèmes qui les affectent, ce n'est qu'une minorité qui pense présentement qu'on peut vraiment s'en sortir en s'organisant et en revendiquant. Une telle vision du monde n'a bien sûr rien d'immuable, mais est étroitement liée à l'expérience passée et présente des paysans : la différence entre les communautés est sur ce point frappante. (Voir aussi Salinas de Cortari 1980: 179 suiv.). Pour que les attitudes défaitistes et individualistes de l'ensemble se transforment, il paraît important que les paysans puissent dépasser leurs pratiques quotidiennes qui les placent seuls face au *cacique* et au *coyote*, et expérimenter des formes d'organisation large. En ce sens, le mouvement actuel des coopératives, qui les amène à débattre de leurs problèmes et à formuler des revendications collectives semble constituer un pas en avant très net par rapport à la situation antérieure. (Le fait que cette forme d'organisation soit tolérée par l'État, voire encouragée dans certaines limites, lui permet en outre d'atteindre une ampleur que n'atteignit pas le mouvement agraire). En même temps, il est tout à fait possible que les coopératives suivent le modèle social dominant et se transforment en un mécanisme supplémentaire de domination de la paysannerie. Cette issue ne nous apparaît cependant pas inévitable, l'ampleur des contradictions présentes à la campagne, l'impact des premières victoires remportées contre les commerçants locaux et la bureaucratie, sont autant de facteurs qui poussent à une prise de conscience des couches de plus en plus larges de la paysannerie.

BIBLIOGRAPHIE

ALTHUSSER L.

1970 « Les appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, 151: 3-38.

BARTRA A.

1979 *Notas sobre la cuestion campesina (Mexico, 1970-1976)*. Mexico: Macehual.

1980 « Crisis agraria y movimiento campesino en los setenta », *Cuadernos agrarios*, 5, 10-11: 15-66.

BEAUCAGE P.

- 1973a « Anthropologie économique des communautés indigènes de la Sierra Norte de Puebla (Mexique). 1- Les villages de basse montagne », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 10 (1): 114-133.
- 1973b « 2- Les villages de haute montagne », *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, 10 (3): 289-307.
- 1981 « Les mouvements paysans au Mexique », 153-178, in L. Altschuler (éd.), *Développement agricole dépendant et mouvements paysans en Amérique latine*. Ottawa: Éditions de l'Université d'Ottawa.

BENAVIDES C.

- 1962 *Informe sobre la investigación realizada en el municipio de Zacapoaxtla. Aspecto agrícola*. Mexico: Instituto Indigenista Inter americano (ms.).

CANABAL B.

- 1981a « El campesinado actual y el regimen parcelario en Mexico », *Textual* 3: 6-19.
- 1981b « El impacto de los movimientos campesinos en la transformacion de las comunidades », *Textual* 5-6: 45-59.

Censos Agrícola, Ganadero y Ejidal, (IIIe et IVe), 1950 et 1960, 1955, 1965. Mexico: Direccion General de Estadística.

DUMONT R., et M.F. Mottin

- 1981 *Le mal-développement en Amérique latine*. Paris: Seuil.

DURAND P.

- 1975 *Nanacatlan: société paysanne et lutte des classes au Mexique*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

EDELMAN M.

- 1980 « Agricultural Modernization in Smallholding Areas of Mexico. A Case Study in the Sierra Norte de Puebla », *Latin American Perspectives* 7, 4: 29-49.

FEDER E.

- 1977 « Campesinistas y descampesinistas », *Comercio exterior*, 27, 12: 1439-1446.

GOMEZ GONZALEZ G.

- 1981a « Tecnologia tradicional y desarrollo rural », *Textual* 5-6.
- 1981b *La influencia del Plan Zacapoaxtla en la organizacion campesina*. Chapingo: Tesis profesional.

GRAMSCI A.

- 1971 *Prison Notebooks*. New York: International Publishers.

GUTELMAN M.

- 1971 *Réforme et mystification agraires en Amérique latine. Le cas du Mexique*. Paris: Maspéro.

HEWITT de ALCANTARA C.

- 1978 *La modernizacion de la agricultura mexicana, 1940-1970*. Mexico: Siglo XXI.

HUIZER G.

- 1980 *El potencial revolucionario del campesino en America latina*. Mexico: Siglo XXI.

- INI 30 anos después
1978 « Revision critica », *Mexico Indigena*, Mexico: Instituto Nacional Indigenista (no spécial).
- LABRECQUE M.F.
1974 *Paysans en sursis*. Thèse de maîtrise en anthropologie, Université Laval.
- LÉNINE V.
1974 *Le développement du capitalisme en Russie*. Paris: Éditions sociales (1899).
- MAO TSETOUNG
1968 « Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yénan », *Œuvres*
(1942) *choisies*, T. 3: 67-99. Pékin: Éditions en langues étrangères.
- MARTINEZ RIOS J.
1972 « Los campesinos mexicanos : perspectivas en el proceso de marginalizacion », *El perfil de Mexico en 1980* (en coll.), Mexico, Siglo XXI, T. 3: 1-44.
- MARX K.
1968 *Le Capital, Œuvres*, T. 1, Paris: Gallimard.
- MONTAÑEZ C., et H. Aburto
1979 *Maiz. Politica institucional y crisis agricola*. Mexico: Nueva Imagen.
- NADAL M.J.
1977 *Étude du fonctionnement de la structure agraire d'une formation sous-capitaliste*. Thèse de maîtrise en anthropologie, Université Laval.
- NAVARRO H.
1979 « Un desarrollo reciente : las empresas cafetaleras de Zihuateutla », in *Sociologia del Desarrollo Rural*, Universidad Autonoma de Chapingo: 190-213.
- OSWALD U.
1979 « El monopolio de la central de abastos y sus efectos en la sociedad campesina », in U. Oswald (éd.), *Mercado y dependencia*. Mexico: Nueva Imagen.
- PARÉ L.
1973 « Caciquisme et structure du pouvoir au Mexique rural », *RCSA*, 10 (1): 20-43.
1975a « Tianguis y economía capitalista », *Nueva Anthropologia*, 1, 2: 85-94.
1975b *El Plan Puebla*. Chapingo: Ediciones de Sociologia rural.
1977 *El proletariado agricola en Mexico*. Mexico: Sigle XXI.
1980 « Le développement du capitalisme dans l'agriculture mexicaine et le procesus de prolétarianisation des paysans », *Travail, Capital et Société*, 13, 1: 35-54.
- RAMOS GARCIA H., et C. Magnon Basnier
1981 « La lucha de clases en la Sierra Norte de Puebla y Sierra Central de Veracruz », *Textual* 5-6: 60-75.
1979 *El movimiento campesino en la Sierra Norte de Puebla y Sierra Central de Veracruz*. Chapingo: Tesis profesional.
- REDFIELD R.
1960 *Peasant Society and Culture*. Chicago: University of Chicago Press.

- REYES OSORIO S., et al.
1974 *Estructura agraria y desarrollo agrícola en Mexico*. Mexico: Fondo de Cultura Económica.
- ROBLES R.
1981 « La Coordinadora Nacional Plan de Ayala. Notas sobre un CAMPESINADO con cabeza », *Teoría y práctica*, 1, 3: 131-145.
- RUTSCH M.
1980 *La cuestión ganadera en Mexico*. Cuadernos del Centro de Investigaciones para la Integración Social, no 1.
- SALINAS DE CORTARI C.
1980 *Producción y participación política en el campo*. Mexico: UNAM.
- SANCHEZ NAVARRO J.
1973 « Los empresarios ante el drama rural », *Mexico agrícola*, 20, 238: 19-24.